

Baromètre bancaire 2021

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse



August 2021

Table des matières

Executive Summary	4
Partie I: le secteur bancaire suisse	4
Partie II: évolution consolidée des banques	5
1. Environnement politique et économique	9
Développements économiques	9
Mesures étatiques visant à atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19	11
Situation en matière de taux d'intérêt	12
Dettes publiques	13
Accès au marché	15
Mutation structurelle	16
Réglementation	17
Fiscalité	18
2. Résultat consolidé	19
2.1 Evolutions en 2020	20
Résultat par domaines d'activité	20
Résultat par groupes de banques	21
Bénéfice annuel et impôts	23
2.2 Sous le signe de la reprise économique: premier semestre 2021	24
3. Opérations au bilan	26
3.1 Evolutions en 2020	26
Evolution des bilans par groupes de banques	26
Actifs	27
Evolution des opérations de crédit en Suisse	30
Passifs	32
3.2 Le total des bilans s'est inscrit en hausse au premier semestre 2021	35
4. Gestion de fortune	36
4.1 Evolutions en 2020	36
Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger	36
Portefeuilles de titres	38
Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies	39
4.2 Actifs sous gestion en progression à l'issue du premier semestre	40

• Swiss Banking

5. Emploi dans les banques en Suisse	41
5.1 Evolutions en 2020	41
5.2 Perspectives réjouissantes pour l'emploi	43
Bibliographie	47

Executive Summary

Le secteur bancaire est un facteur clé de succès pour l'économie et la place financière de notre pays. La Suisse compte parmi les premières places financières au monde et occupe la position de leader en matière de gestion de fortune transfrontalière. A fin 2020, 243 banques opéraient en Suisse.

Partie I: le secteur bancaire suisse

La place financière suisse, qui se distingue par sa compétitivité, est le numéro 1 mondial en matière de Wealth Management transfrontalier. L'innovation technologique y bénéficie de conditions-cadres de premier ordre ainsi que d'une réglementation exemplaire en comparaison internationale.

Soutien de la Confédération, des cantons et des banques à l'économie suisse dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Du point de vue économique, la Suisse a bien surmonté la pandémie de COVID-19 jusqu'à présent. Le recul de sa performance économique en 2020 est resté modéré par rapport à d'autres pays, et l'on anticipe une forte croissance en 2021. La Confédération et les cantons soutiennent l'économie nationale par un vaste train de mesures. Pendant la première phase de la pandémie, en coopération avec la Confédération, les banques ont mis en place les crédits transitoires COVID-19, ce qui a permis d'apporter une aide rapide et non bureaucratique aux entreprises confrontées à des pénuries de liquidités.

Importants achats de devises et d'emprunts par les banques centrales afin de stabiliser les marchés

La Banque nationale suisse (BNS), la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) ont effectué d'importants achats de devises et d'emprunts afin de stabiliser les marchés et de soutenir l'économie pendant la pandémie de COVID-19. En dépit d'une hausse des prix à la consommation dans la zone euro et aux Etats-Unis au premier semestre 2021, tant la BCE que la Fed entendent maintenir une politique monétaire expansionniste à moyen terme. En Suisse, les prévisions d'inflation se situent entre 0,5 % et 1 %, la fin de la politique de taux d'intérêt négatifs n'est pas en vue.

La monnaie numérique privée et la monnaie numérique de banque centrale focalisent l'attention mondiale

Des banques centrales, des banques et des entreprises technologiques du monde entier travaillent à la création de monnaies numériques. Selon la forme que prendront ces dernières, le modèle d'affaires des banques comme l'activité des banques centrales pourraient s'en trouver fondamentalement transformés. Dans un document de réflexion, l'ASB a impulsé un débat important sur les monnaies numériques, leur conception, leur utilisation ainsi que leurs conséquences économiques et sociales.

La sortie de la politique monétaire expansionniste entravée par la hausse mondiale de la dette publique

En raison de la pandémie de COVID-19, la dette publique déjà élevée s'est encore accrue. L'endettement des ménages et des entreprises s'est inscrit en hausse lui aussi. Ces niveaux d'endettement élevés rendent difficile une sortie de la politique monétaire expansionniste. Les banques centrales sont fortement incitées

à conserver des taux d'intérêt bas et à faire peu de cas des risques d'inflation. La politique monétaire a ainsi tendance à devenir de plus en plus un instrument de politique budgétaire, et des interrogations se font jour quant à l'indépendance des banques centrales.

Pas d'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne (UE)

Le Conseil fédéral a décidé en mai 2021 de ne pas signer l'accord institutionnel avec l'UE. En Suisse, la gestion de fortune transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s établi.e.s dans l'UE est un secteur exportateur important. Les banques à vocation internationale ont besoin d'un accès au marché viable et durable. Il est essentiel de consolider la voie bilatérale et de trouver des solutions pérennes pour ce faire.

Sur le front des nouvelles règles appelées à régir les relations entre la Suisse et le Royaume-Uni, des progrès ont été en revanche enregistrés. Les entretiens exploratoires menés jusqu'ici ont été constructifs. Des avancées concrètes sur les différents sujets sont attendues d'ici la fin de l'année. Le Royaume-Uni ayant reconnu l'équivalence de la réglementation boursière suisse en février 2021, la Suisse a désactivé en contrepartie les mesures de protection boursière qu'elle avait prises envers les plateformes de négociation britanniques.

Avancées en ce qui concerne la suppression des droits de timbre et la réforme de l'impôt anticipé

Les droits de timbre et l'impôt anticipé constituent un lourd handicap concurrentiel pour la place financière suisse. En avril 2021, le Conseil fédéral a adopté le message concernant la réforme de l'impôt anticipé. Il est prévu de supprimer purement et simplement l'impôt anticipé sur les intérêts de source suisse. Le Conseil des Etats soutient une motion du Conseil national visant à supprimer les droits de timbre par étapes. Ces deux réformes devraient redynamiser le marché suisse des capitaux.

Partie II: évolution consolidée des banques

En 2020, les banques en Suisse ont confirmé leur solidité. Grâce notamment au résultat des opérations de négoce, le résultat consolidé s'est inscrit en hausse. Le total des bilans a augmenté. La pandémie de COVID-19 n'a pas empêché les banques de jouer pleinement leur rôle de fournisseurs de crédit à l'économie. Pour la première fois depuis 2010, les effectifs du secteur bancaire ont légèrement augmenté.

Hausse du résultat consolidé grâce au résultat des opérations de négoce

Après un recul marqué en 2019, le résultat des opérations de négoce a fortement progressé en 2020 (+46,7 %). Conjuguée à une légère contraction du résultat des opérations d'intérêts et à une augmentation du résultat des opérations de commissions et prestations de services, cette progression a entraîné en 2020 une hausse du résultat consolidé de 5,8 %, à CHF 69,9 milliards. La légère contraction du résultat des opérations d'intérêts s'explique comme les années précédentes par le contexte de taux bas. La progression du résultat des opérations de négoce tient à la volatilité accrue des marchés et au regain d'activité de la part des clientes et des clients, dont est résulté en outre une hausse des produits des commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement. La BNS ayant relevé le facteur d'exonération en avril 2020, le montant des intérêts négatifs versés par les banques en Suisse a diminué

en 2020 par rapport à 2019. Il s'est établi au total à environ CHF 1,4 milliard. Pour l'essentiel, il provient de banques dont les résultats restent fortement grevés par ces versements à la BNS.

Le bénéfice brut généré par l'activité des banques a augmenté de 18,3 % en 2020. Les banques ont versé CHF 1,9 milliard d'impôts aux caisses de l'Etat.

Forte hausse des liquidités, les créances hypothécaires restent le poste d'actif le plus important

En 2020, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a augmenté de 4,5 %, à CHF 3 467,3 milliards, en raison notamment de la forte hausse des liquidités (+26,1 %). Cette évolution va de pair avec celle des comptes de virement des banques auprès de la BNS, en hausse de 24,1 % grâce au relèvement du facteur d'exonération. Ce relèvement accroît aussi la marge de manœuvre des banques en matière d'octroi de crédit. Les créances hypothécaires constituent le poste d'actif le plus important des banques suisses, à 31,7 %. Entre 2010 et 2020, elles ont joué un rôle moteur du côté des actifs, de même que les liquidités. Ces dernières ont connu une augmentation spectaculaire sur la même période, passant de CHF 106,1 milliards à CHF 684,6 milliards – une évolution due notamment aux prescriptions de Bâle III en matière de liquidités, mais aussi au franc fort et au contexte de taux bas. Les taux bas rendent la propriété immobilière plus attrayante et ont favorisé l'augmentation des créances hypothécaires d'environ 43 % observée sur les dix dernières années.

Les dépôts à vue et les dépôts à terme sur des trajectoires opposées

Du côté des passifs, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont augmenté de 8,7 %. A fin 2020, ils représentaient au total 56,9 % du total des bilans. Cette augmentation a été impulsée par une hausse notable des dépôts à vue (+29,2 %), lesquels constituent une partie des engagements résultant des dépôts de la clientèle. Dans le même temps, les dépôts à terme ont diminué d'environ 16 %, ce qui reflète l'évolution des dix dernières années. En raison des taux bas, les arbitrages au détriment des dépôts à terme et en faveur des dépôts à vue se sont multipliés. La forte hausse des dépôts à vue par rapport à 2019 s'explique en outre par le taux d'épargne exceptionnellement élevé consécutif aux mesures de lutte contre le COVID-19, qui ont réduit la consommation.

Légère décreue des actifs sous gestion malgré une augmentation des portefeuilles de titres

En 2020, les actifs sous gestion ont enregistré une légère décreue (-0,2 %), imputable principalement aux actifs des clients étrangers. Alors que la fortune investie en titres augmentait chez les clients suisses en dépit de marchés volatils, elle est restée stable chez les clients domiciliés à l'étranger. Les engagements fiduciaires ainsi que les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue se sont inscrits en baisse dans ces deux segments de clientèle. La part des actifs en monnaies étrangères étant plus importante dans les portefeuilles des clients étrangers que dans ceux des clients suisses, toute appréciation du franc suisse entraîne pour les premiers une plus forte réduction des actifs évalués en francs que pour les seconds. Les arbitrages au détriment des dépôts à terme et en faveur des dépôts à vue ont empêché une nette augmentation des actifs sous gestion.

Hausse des effectifs au sein des banques suisses en dépit de la pandémie de COVID-19

Pour la première fois depuis 2010, les 243 banques suisses ont enregistré en 2020 une hausse de leurs effectifs (+414 équivalents plein temps). Les effectifs du secteur bancaire n'ont cessé de baisser ces dernières années en raison de la consolidation de la branche, de la réglementation accrue et de

l'externalisation de certaines activités; la hausse observée récemment ne constitue pas nécessairement une inversion de tendance. A la fin de l'année 2020, marquée par la crise, le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait selon le SECO à 3,3 %, soit légèrement en deçà de celui de l'économie globale. Le secteur financier a été moins impacté que d'autres par la pandémie de COVID-19.

Graphique 1

Structure du secteur bancaire suisse à fin 2020

Groupe bancaire	2019	2020	Nouveaux établissements	Répartition	Réduction du nombre d'établissements
Banques cantonales	24	24	0	0	0
Grandes banques	4	4	0	0	0
Banques régionales et caisses d'épargne	60	59	0	0	1
Banques Raiffeisen	1	1	0	0	0
Banques étrangères	94	94	2	0	1
Banquiers privés	5	5	0	0	0
Banques boursières	42	39	0	-1	3
Autres banques	16	17	0	1	0
Total	246	243	2	0	5

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

A fin 2020, les banques régionales et les banques étrangères comptaient environ 1 000 emplois de moins qu'à fin 2019, alors que les autres groupes de banques en comptaient au total 1 414 de plus. La baisse de l'emploi dans les banques régionales et la hausse au sein des grandes banques s'expliquent principalement par des effets statistiques dus à la fusion de la Neue Aargauer Bank avec Credit Suisse (Suisse) SA.

Au premier semestre 2021, selon l'enquête réalisée par l'ASB, les effectifs des banques suisses ont augmenté d'environ 1 %, mais avec une dynamique plus forte à l'étranger (+1,8 %) qu'en Suisse (+0,2 %). Le SECO relève sur la même période une baisse du taux de chômage dans le secteur financier, à 2,8 %. Les perspectives d'ici la fin de l'année se présentent sous un jour favorable. Alors que 9,5 % seulement des banques interrogées tablent sur des suppressions d'emplois, un quart d'entre elles anticipent des créations d'emplois. Toujours selon l'enquête réalisée par l'ASB, c'est surtout dans les domaines Logistique et Operations (*back office*) et Private Banking que l'on prévoit une hausse des effectifs au second semestre 2021.

Un premier semestre 2021 sous le signe de la reprise

La reprise économique consécutive à l'assouplissement mondial des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, le maintien d'une politique monétaire expansionniste ainsi que l'évolution positive des marchés d'actions au premier semestre 2021 se reflètent tant dans les bilans des banques suisses que dans leurs actifs sous gestion. Ces derniers, après un léger recul en 2020, ont repris une trajectoire nettement ascendante (+6,9 %) au cours des premiers mois de 2021. Entre janvier et mai, le total consolidé des bilans a progressé de 3,0 %. Les augmentations majeures concernent, du côté des actifs, les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les créances sur les banques et, du côté des passifs, les dépôts à vue ainsi que les engagements envers les banques. Les dépôts à terme se sont eux aussi inscrits en hausse, alors qu'ils affichaient encore une forte baisse en 2020. Quant à savoir si la reprise économique se confirmera au second semestre 2021, cela dépendra de l'évolution de la pandémie de COVID-19.

Graphique 2

Chiffres clés du secteur bancaire

	2019	2020	Variation par rapport à 2019
Nombre d'établissements	246	243	-3
Effectifs (en équivalents plein temps, en Suisse)	89 527,6	89 941,9	0,5%
<i>en milliards de CHF</i>			
Résultat consolidé	66,1	69,9	5,8%
Résultat des opérations d'intérêts	23,8	23,6	-0,9%
Résultat des opérations de commissions et prestations de services	22,4	23,0	3,0%
Résultat des opérations de négoce	7,4	10,9	46,7%
Autres résultats ordinaires	12,5	12,4	-0,8%
Bénéfice brut généré par l'activité	23,2	27,4	18,3%
Impôts sur le revenu et le bénéfice	2,3	1,9	-17,3%
Résultat sur la période (bénéfice annuel, perte annuelle)	0,6	13,7	n/a
Bénéfices annuels	13,0	14,5	11,5%
Pertes annuelles	12,4	0,8	n/a
Total des bilans	3 317,6	3 467,3	4,5%
Encours de crédit	1 213,8	1 259,1	3,7%
Actifs sous gestion en Suisse	7 893,4	7 878,7	-0,2%
Actifs sous gestion transfrontalière pour le compte de clients privés (2015 - 2020)*	1 827,2	2 160,7	18,3%

Remarque: la hausse des pertes annuelles et la baisse significative du résultat sur la période en 2019 proviennent principalement des importants correctifs de valeur comptabilisés par une grande banque en application des nouveaux principes d'évaluation des participations de sa maison mère. La BNS note que, sans cet effet, le bénéfice annuel consolidé des banques en Suisse aurait été du même ordre de grandeur qu'en 2018. C'est pourquoi les variations du résultat sur la période et des pertes annuelles ne figurent pas dans ce tableau. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le Baromètre bancaire 2020.

* En raison du changement de la base de calcul, une comparaison sur 5 ans est présentée.

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

1. Environnement politique et économique

Développements économiques

Sur le plan économique, la Suisse a bien surmonté la pandémie de COVID-19. Sa performance économique affiche sur l'année 2020 un recul modéré en comparaison internationale. Pour 2021, on anticipe une reprise de l'économie suisse et une forte croissance.

Le premier semestre 2020 s'est déroulé sous le signe de la pandémie de COVID-19. Le premier lockdown, qui s'est traduit par des restrictions de déplacement, l'interdiction des manifestations ainsi que la fermeture des écoles, des magasins, des établissements de restauration et d'autres commerces comme les salons de coiffure, a entraîné une forte baisse de l'activité économique. Des mesures similaires voire plus strictes ont été prises dans le monde entier, ce qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement et créé un choc négatif de la demande à l'échelle planétaire.

Au troisième trimestre 2020, de nombreuses entreprises ont pu rouvrir. On a alors observé une forte reprise de la création de valeur en Suisse, jusqu'à ce que de nouvelles restrictions freinent quelque peu cette dynamique au quatrième trimestre 2020. La consommation des ménages a toutefois bien mieux résisté qu'elle ne l'avait fait dans la première phase de la pandémie. L'industrie a bénéficié du regain de demande qui s'est fait jour sans tarder en Asie.¹ Au total, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse s'est inscrit en recul de 2,9 % en 2020, contre 3,5 % à l'échelon international et 6,1 % dans l'Union européenne (UE).² Le ralentissement économique de la Suisse compte ainsi parmi les plus faibles au monde.

Le premier trimestre 2021 a pâti des nouvelles restrictions économiques dues à la pandémie de COVID-19 mais, par rapport au premier lockdown, la contraction de l'économie est restée limitée. En effet, d'une part, les restrictions ont été moins drastiques. D'autre part, beaucoup d'entreprises étaient mieux préparées, des mesures élargies de soutien étatique étaient en place, et les consommateurs n'ont pas eu à adapter leur comportement autant que précédemment.³ A partir du deuxième trimestre 2021, le déploiement de la campagne de vaccination a permis d'assouplir progressivement les restrictions. Globalement, on anticipe pour 2021 une forte reprise de l'économie suisse. Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), les risques majeurs qui pèsent sur l'évolution conjoncturelle en 2021 sont le risque d'effets économiques secondaires liés à la crise sanitaire, en particulier des faillites et des licenciements en cascade, ainsi que le risque de revers dans la lutte contre la pandémie en raison notamment de mutations du virus.⁴

¹ SECO (2021). Tendances conjoncturelles. Printemps 2021.

² FMI (2021). World Economic Outlook. Avril 2021.

³ SECO (2021). Tendances conjoncturelles. Printemps 2021.

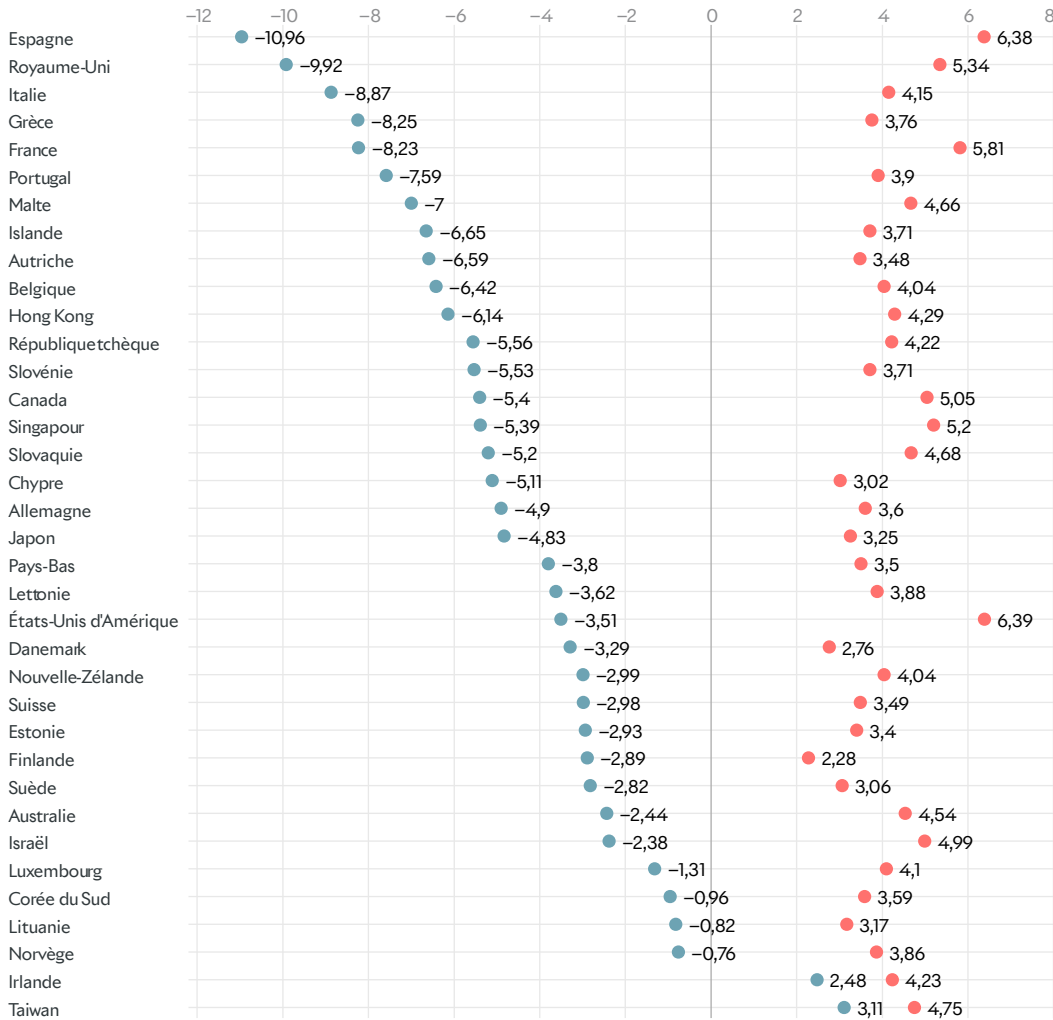
⁴ SECO (2021). Tendances conjoncturelles. Eté 2021.

Graphique 3

Croissance du PIB des pays industrialisés

2020 et 2021 (prévisions), en pour cent

● 2020 ● 2021



Graphique: Association suisse des banquiers Source: IMF World Economic Outlook April 2021

Mesures étatiques visant à atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19

Pendant la pandémie de COVID-19, la Confédération soutient l'économie suisse grâce à un vaste train de mesures, dont le volume s'établit à plus de CHF 70 milliards. Quant aux banques suisses, en mettant en place sans tarder les crédits transitoires COVID-19, elles ont fourni des liquidités aux entreprises qui en manquaient.

Afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, la Confédération a pris des mesures à hauteur de plus de CHF 70 milliards. Ces mesures visent principalement à prévenir les licenciements, à garantir les salaires et à soutenir les indépendant.e.s. A cet effet, la durée de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail a été nettement prolongée et une allocation pour perte de gain COVID-19 a été introduite pour les indépendant.e.s. Les entreprises particulièrement impactées peuvent en outre demander à bénéficier de l'aide pour les cas de rigueur et certains secteurs font l'objet de soutiens spécifiques. En juin 2021, le Conseil fédéral a défini le contenu de sa stratégie de transition pour la politique économique en vue d'une normalisation de cette dernière. Cette stratégie est basée sur trois axes: normalisation, accompagnement de la reprise et revitalisation.⁵

Pendant la première phase de la pandémie, en coopération avec la Confédération, les banques suisses ont mis en place les crédits transitoires COVID-19 en un temps record, ce qui a permis d'apporter une aide rapide et non bureaucratique aux entreprises confrontées à des pénuries de liquidités. Dans ce cadre, la Confédération a cautionné des crédits à taux zéro à 100 % jusqu'à concurrence de CHF 500 000 et à 85 % au-delà de ce montant (dans la limite de CHF 20 millions par entreprise). Elaboré conjointement par les autorités, les banques et l'ASB, le programme de crédits garantis par cautionnement solidaire a été transposé en droit ordinaire par la loi sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19 du 18 décembre 2020. Au total, quelque 139 000 crédits COVID-19 ont été octroyés, pour un volume de CHF 17 milliards.⁶

La Banque nationale suisse (BNS) a soutenu ce programme. D'une part, elle a introduit temporairement la facilité de refinancement BNS-COVID-19 (FRC), grâce à laquelle les banques peuvent encore se procurer des liquidités sous forme de prêts garantis par des créances résultant de crédits COVID-19. D'autre part, afin de renforcer les banques dans leur rôle de fournisseurs de crédit, elle a relevé de 25 à 30 le facteur d'exonération utilisé pour calculer les avoirs en comptes de virement non soumis au taux d'intérêt négatif. A sa demande, le Conseil fédéral a ramené à 0 % le volant anticyclique de fonds propres (composante du dispositif de Bâle III), assouplissant ainsi les exigences de fonds propres pour les crédits hypothécaires. Quant à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), elle a réduit les exigences concernant le ratio de levier (ratio de fonds propres non pondéré) en excluant provisoirement les créances sur les banques centrales du calcul de ce ratio. La Banque des règlements internationaux (BRI) a reporté l'introduction de Bâle III d'une année, soit à 2023, afin que les banques disposent de moyens accrus pour surmonter la crise liée au coronavirus. Les mesures de soutien de la BNS et de la FINMA sont précieuses pour permettre aux banques d'assumer pleinement, en ces temps difficiles aussi, leur rôle essentiel de fournisseurs de crédit à l'économie. Les entretiens trimestriels de la BNS avec des entreprises implantées dans toutes les régions de Suisse révèlent que l'approvisionnement en crédits est considéré comme intact dans notre pays depuis le début de la pandémie de COVID-19.⁷ De plus, selon l'Office fédéral de la

⁵ Conseil fédéral (2021). Stratégie de transition COVID-19 pour la politique économique.

⁶ <https://covid19.easygov.swiss/fr/>.

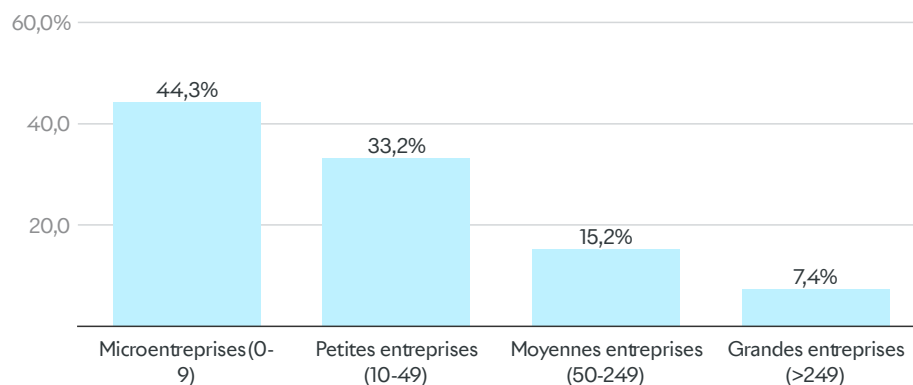
⁷ Bulletins trimestriels de la BNS, 2/2020 à 2/2021.

statistique, le nombre total d'ouvertures de procédures de faillites à l'encontre de sociétés et de personnes a baissé de 6,6 % en 2020 par rapport à 2019. Cela s'explique en grande partie par les diverses mesures de soutien qui ont été prises ainsi que par les crédits COVID-19.⁸

Graphique 4

Crédits COVID-19 selon la taille des entreprises (EPT)

Part au volume de crédits (en %)



Source: <https://covid19.easygov.swiss>, état au 06.07.2021

Situation en matière de taux d'intérêt

Afin de stabiliser les marchés et de soutenir l'économie pendant la crise liée au coronavirus, la Banque nationale suisse, la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont effectué d'importants achats de devises et d'emprunts. La fin de la politique monétaire expansionniste n'est pas en vue.

Dans le sillage de la pandémie de COVID-19, la Réserve fédérale américaine (Fed) a baissé son taux directeur à deux reprises pour le ramener entre 0,0 et 0,25 %. Outre ces baisses de taux, elle a effectué d'importants achats d'emprunts et a octroyé temporairement des crédits d'urgence aux banques. En conséquence, son bilan est passé de USD 4 200 milliards en janvier 2020 à USD 8 000 milliards en juin 2021. La Banque centrale européenne (BCE), pour sa part, a laissé son taux directeur inchangé à 0 %. En raison de la crise liée au coronavirus, elle a amélioré les conditions déjà très avantageuses accordées aux banques d'affaires dans le cadre d'un programme existant de crédits à long terme (*targeted longer-term refinancing operations*) et, dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP), elle a procédé à des achats massifs d'emprunts.

En dépit d'une augmentation des prix à la consommation au premier semestre 2021, tant la Fed que la BCE entendent maintenir leur politique monétaire expansionniste à moyen terme. La hausse de l'inflation est considérée comme un phénomène purement passager. La Fed prévoit de continuer à acheter des emprunts à hauteur de USD 120 milliards par mois, un relèvement des taux d'intérêt ne sera pas à l'ordre du jour avant 2023.⁹ La BCE, elle aussi, a l'intention de poursuivre ses achats d'emprunts dans le cadre du PEPP au moins jusqu'en mars 2022 et de ne modifier son taux directeur que si les prévisions d'inflation

⁸ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/communiqués-presse.assetdetail.16564158.html>.

⁹ Fed (2021). FOMC statement and implementation note. 16 juin 2021.

coïncident durablement avec son objectif d'inflation. Le PEPP porte sur un volume total de EUR 1 850 milliards.¹⁰

La BNS maintient les taux d'intérêt négatifs en raison des difficultés économiques dues à la pandémie, de l'évaluation du franc suisse, toujours élevée à ses yeux, ainsi que des prévisions d'inflation proches de zéro.¹¹ Face à la crise liée au coronavirus, elle n'a pas procédé à de nouvelles baisses de taux. En avril 2020, afin de renforcer les banques dans leur rôle de fournisseurs de crédit, elle a relevé de 25 à 30 le facteur d'exonération utilisé pour calculer les avoirs en compte de virement non soumis au taux d'intérêt négatif. A fin 2020, les taux d'intérêt négatifs concernaient environ CHF 221 milliards d'avoirs à vue détenus en Suisse par des banques et d'autres acteurs financiers. Le produit en résultant pour la BNS s'est établi à CHF 1,4 milliard.¹² Par ailleurs, la BNS a effectué des achats massifs de devises depuis mars 2020, de sorte que son bilan est passé de CHF 850 milliards à cette date à plus de CHF 1 000 milliards en avril 2021. Fin 2020, le Trésor américain a qualifié la Suisse de «manipulatrice de devises», avant de nuancer sa position en avril 2021.

Alors que les risques inhérents à la politique de taux d'intérêt négatifs ne font que croître, d'autres interventions monétaires exceptionnelles visant à réguler l'évolution économique perdent en efficacité.¹³ La BNS est confrontée à ce qu'il est convenu d'appeler le «trilemme de la politique monétaire», à savoir: sur les trois objectifs que sont la stabilité des taux de change, la libre circulation des capitaux et l'autonomie de la politique monétaire, deux seulement sont susceptibles d'être atteints. Qu'elle ait renoncé à abaisser une nouvelle fois les taux d'intérêt pendant la crise liée au coronavirus pourrait indiquer qu'elle juge l'efficacité de cette mesure faible par rapport aux risques encourus et qu'elle reconnaît le risque de stabilité induit par l'érosion de la marge d'intérêts.

Dettes publiques

La pandémie de COVID-19 a creusé la dette publique dans le monde entier. Les niveaux d'endettement très élevés rendent difficile une sortie de la politique monétaire expansionniste et contribuent à une confusion croissante entre objectifs budgétaires et objectifs de politique monétaire.

En raison de la pandémie de COVID-19, la dette publique déjà élevée s'est encore accrue. Avec un taux d'endettement public moyen de 97 % du PIB à l'échelon international, c'est un nouveau pic qui a été atteint en 2020.¹⁴ L'endettement des ménages et des entreprises s'est inscrit en hausse lui aussi.¹⁵ Dès lors, selon la FINMA, la place financière suisse s'expose à un risque majeur de défauts de paiement ou de corrections sur les prêts aux entreprises et les emprunts d'entreprises à l'étranger.¹⁶ En outre, les niveaux d'endettement très élevés rendent difficile une sortie de la politique monétaire expansionniste, car celle-ci entraînerait une nouvelle récession. Le risque de défaut de paiement de certains Etats incite fortement les banques centrales à conserver des taux d'intérêt bas et à faire peu de cas des risques d'inflation. La

¹⁰ BCE (2021). Décisions de politique monétaire. 10 juin 2021.

¹¹ BNS (2021). Examen du 17 juin 2021 de la situation économique et monétaire.

¹² BNS (2021). Rapport de gestion 2020.

¹³ Cf. https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/3/5/6/2/35620c26b8feb755a96eece5450fd449526841471_ASB_Taux_d%E2%80%99int%C3%A9r%C3%AAt_n%C3%A9gatifs_FR.pdf.

¹⁴ FMI (2021). Fiscal Monitor. Avril 2021.

¹⁵ Institute of International Finance (2021). Global debt monitor. COVID drives debt surge – stabilization ahead?

¹⁶ FINMA (2020). Monitoring FINMA des risques 2020.

politique monétaire a ainsi tendance à devenir de plus en plus un instrument de politique budgétaire, et des interrogations se font jour quant à l'indépendance des banques centrales.

Avant la pandémie de COVID-19, grâce au frein à l'endettement, la Suisse affichait une dette publique faible en comparaison internationale. Elle disposait d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour financer les mesures exceptionnelles de soutien à son économie. En juin 2021, le Conseil fédéral a décidé de soumettre à consultation deux solutions visant à réduire la dette extraordinaire résultant de la pandémie de COVID-19. La première solution consisterait à réduire intégralement la dette au moyen d'excédents de financement, la deuxième prévoit de compenser une partie de la dette au moyen des montants alloués à la réduction de la dette des années passées. Quelle que soit la solution retenue, les distributions supplémentaires de la BNS seront comptabilisées à l'avenir comme recettes extraordinaires et contribueront ainsi directement à la réduction de la dette. Il n'est pas prévu de mesures d'économie ou de hausses d'impôts. Réduire la dette sans tarder permet de faire en sorte que la jeune génération ne porte pas seule ce fardeau et que la Suisse conserve sa capacité d'action en cas de crise future. Il convient toutefois de veiller à ne pas compromettre la reprise économique par une réduction trop rapide de la dette.

Graphique 5

Dette publique des pays industrialisés en % du PIB, 2019 et 2020



Graphique: Association suisse des banquiers Source: IMF World Economic Outlook April 2021

Accès au marché

Le Conseil fédéral a décidé de ne pas signer l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. En revanche, les négociations en vue d'un accord sur les services financiers entre la Suisse et le Royaume-Uni avancent.

Le Conseil fédéral a décidé en mai 2021 de ne pas signer l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. Cet accord aurait renforcé durablement les relations bilatérales avec l'UE, accru la sécurité juridique et contribué à un meilleur accès au marché pour les banques suisses. L'ASB regrette que les clarifications entre la Suisse et l'UE n'aient pas pu être menées à bien avec succès. Il est d'autant plus important à présent de consolider la voie bilatérale et de trouver rapidement des solutions pérennes pour ce faire.

En Suisse, la gestion de fortune transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s établi.e.s dans l'UE est un secteur exportateur important: les client.e.s de l'UE confient aujourd'hui environ CHF 1 000 milliards à nos banques. Cette activité génère des recettes fiscales à hauteur de quelque CHF 1,5 milliard par an et emploie environ 20 000 personnes en Suisse.¹⁷ Afin que les banques à vocation internationale puissent continuer de répondre aux besoins de leur clientèle et que la création de valeur, les emplois et les recettes fiscales restent en Suisse, il est essentiel de mettre en place des solutions viables et durables en matière d'accès au marché.

La Suisse et le Royaume-Uni ont signé le 30 juin 2020 le «Joint Statement between the Federal Department of Finance and Her Majesty's Treasury on deepening cooperation in financial services». C'est sur cette base que l'on s'efforce d'aboutir à une libéralisation et une extension ambitieuses de l'accès mutuel au marché dans le domaine des services financiers, dont font partie les services bancaires. L'objectif est de conclure dans les plus brefs délais un traité qui formalise l'essentiel des accords trouvés. Il est prévu que ce traité se fonde sur le principe – jugé pertinent par la branche – de la *mutual recognition* (reconnaissance mutuelle) en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers et le cadre prudentiel.

En janvier 2021, on a dressé un bilan intermédiaire positif des discussions exploratoires menées jusqu'alors et l'on est convenu des étapes à franchir pour négocier concrètement sur les différents sujets, l'objectif étant de réaliser des progrès substantiels d'ici la fin de l'année 2021. Dans un premier temps, en février 2021, le Royaume-Uni a reconnu l'équivalence de la réglementation boursière suisse. La Suisse a dès lors désactivé les mesures de protection boursière qu'elle avait prises envers les plateformes de négociation britanniques. Dans ce contexte, et afin de discuter du potentiel que recèle une coopération renforcée entre la Suisse et le Royaume-Uni dans le secteur financier, la Chambre de commerce anglo-suisse a organisé une manifestation en présence de spécialistes de la branche et d'expert.e.s.

¹⁷ ASB (2019). L'accès au marché de l'UE pour les banques suisses – Importance et perspectives. Document de travail ASB.

Mutation structurelle

Le secteur bancaire, comme d'autres, connaît une mutation structurelle constante. Les banques adaptent leurs modèles d'affaires, leurs processus et leurs structures à la situation économique, aux nouvelles possibilités technologiques ainsi qu'à l'évolution des besoins de leur clientèle.

En 2019, le secteur financier a généré environ un huitième de la valeur ajoutée brute de la Suisse.¹⁸ Au vu du contexte concurrentiel et réglementaire, diverses banques ont adapté leur structure organisationnelle et procédé à des transferts de personnel vers des sociétés de services intragroupe sans licence bancaire. La création de valeur directe des banques apparaît donc moindre qu'elle n'est en réalité. En outre, on comptabilise à part la création de valeur des plateformes numériques (*crowdfunding*, trafic des paiements) qui ne sont pas exploitées directement par des établissements financiers classiques, alors qu'elles sont très étroitement liées au secteur financier.

En 2019, un peu plus de 8 % de l'ensemble des emplois en Suisse dépendaient directement ou indirectement du secteur financier.¹⁹ La numérisation fait évoluer les profils professionnels dans le secteur bancaire. Les compétences demandées concernent de plus en plus l'informatique, la gestion des crédits et des risques, ou encore la recherche et le développement de produits. Au-delà des compétences techniques, les compétences de base transversales gagnent en importance.

La mutation structurelle concerne aussi les modèles de création de valeur des banques suisses. Infrastructure ouverte intégrant de bout en bout les données et les systèmes, capacités numériques, agilité technique et organisationnelle, collaboration dépassant le cadre de l'entreprise et étendue à des écosystèmes, tels sont les fondements d'un modèle porteur d'avenir.²⁰

Les client.e.s se procurent de moins en moins leurs produits financiers auprès d'un seul prestataire: ils préfèrent combiner les offres qu'ils jugent optimales pour eux. L'ouverture des interfaces, assortie d'une coopération constructive entre les banques et les entreprises Fintech, recèle un potentiel considérable. L'aspect décisif est que cela permet de générer ensemble une valeur ajoutée pour les client.e.s, et ce sur la base de solutions faisant appel aux mécanismes de marché. A cet effet, l'ASB et Swiss Fintech Innovations (SFTI) ont développé, en partenariat avec tous les acteurs concernés de la place financière, un système de répartition des rôles en vue de leur coopération future dans le domaine de l'open finance.²¹

Pour pouvoir tirer parti des nouvelles technologies, par exemple l'intelligence artificielle, et proposer rapidement des produits innovants à leurs client.e.s, les banques ont besoin de recourir aux prestations de cloud computing. L'ASB a donc publié un guide «Cloud», qu'elle met à jour en permanence. La dernière édition de ce guide intègre un chapitre sur le contrôle (audit) des prestations de cloud computing et des moyens mis en œuvre.²²

¹⁸ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/7/2/0/d/720da716708cfe7b8cda021c740145f5e441e8f6/BAK_Economics_Importance_Secteur_financier_suisse_2020%20%281%29.pdf.

¹⁹ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/7/2/0/d/720da716708cfe7b8cda021c740145f5e441e8f6/BAK_Economics_Importance_Secteur_financier_suisse_2020%20%281%29.pdf.

²⁰ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/8/b/c/5/8bc52a6451bfd7f724b16d2923dfd3a15d79991d/ASB_Accenture_Avenir%20du%20banking%20suisse%20en%20perspective_FR_kurz.pdf (version complète en allemand uniquement).

²¹ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/open-finance-deux-associations-sectorielles-posent-les-bases-d-une-place-financiere-ouverte>.

²² https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/7/b/7/e/7b7eab588cc461aa494d7b38b4c7281255ad71a8/ASB_Guide_Cloud_2020_FR.pdf.

• Swiss Banking

Les grandes entreprises technologiques ou BigTech s'imposent de plus en plus sur le marché des services financiers, avec en ligne de mire les applications de paiement, la gestion financière et la gestion de fortune ainsi que l'octroi de crédit. Même si Diem Networks SARL (ex-Libra Association et comme elle une émanation de Facebook) a retiré sa demande d'autorisation auprès de la FINMA, la Suisse continue d'offrir des conditions-cadres attrayantes pour l'innovation technologique: sa première place dans l'*IMD Competitiveness Ranking 2021* en témoigne.²³ Toutefois, l'arrivée des BigTech sur le marché financier, de même que la part fortement accrue des caisses de pension sur le marché hypothécaire, ne sont pas exemptes de risques. Il est donc essentiel que les régulateurs cessent d'assimiler la stabilité financière à la stabilité du seul secteur bancaire.

La monnaie numérique privée et la monnaie numérique de banque centrale sont susceptibles de générer une valeur ajoutée sociale et économique considérable. Des banques centrales, des banques et des entreprises technologiques du monde entier travaillent à la création de monnaies numériques. Selon la forme que prennent ces dernières, le modèle d'affaires des banques comme l'activité des banques centrales peuvent s'en trouver fondamentalement transformés. Dans un document de réflexion, l'ASB a impulsé un débat important sur les monnaies numériques, leur conception, leur utilisation ainsi que leurs conséquences économiques et sociales.²⁴

S'agissant des évolutions sur d'autres aspects de la mutation structurelle, voir le Rapport annuel 2020/2021 de l'ASB (à paraître le 16 septembre 2021).

Réglementation

La réglementation concernant les banques et les marchés financiers est un facteur majeur d'attractivité et de compétitivité pour la place financière suisse. Dans la deuxième édition du *Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index* (GFRTCI), la Suisse compte toujours parmi les pays les mieux placés.²⁵

Le Conseil fédéral a décidé en septembre 2020 d'instaurer un nouveau ratio de financement, le *net stable funding ratio* (NSFR). En complément du ratio de liquidité à court terme (*liquidity coverage ratio*, LCR), qui sert à améliorer la résilience des banques en cas de crise de liquidités à court terme, le NSFR vise un financement stable à long terme. La modification correspondante de l'ordonnance est entrée en vigueur en juillet 2021.

Au vu des réponses à la consultation, le Conseil fédéral a adapté la révision partielle de la loi sur l'organisation de la Poste dans son message adopté en juin 2021. Il est prévu que l'entrée de PostFinance sur le marché du crédit et le marché hypothécaire aille de pair avec sa privatisation. La Poste ne sera plus l'actionnaire majoritaire de PostFinance, qui sera séparée du groupe Poste. L'ASB s'est mobilisée pour que

²³ <https://www.imd.org/centers/world-competitiveness-center/rankings/world-competitiveness/>.

²⁴ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/6/2/5/9/625970519933d30dbbdce86fa97c540b9d82bd2e/ASB_Document_de_reflexion_CDBC_FR.pdf.

²⁵ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/reglementation-financiere-transparence-et-compliance-la-suisse-dans-le-peloton-de-tete>.

la levée de l'interdiction faite à PostFinance d'octroyer des crédits et des hypothèques soit subordonnée à sa privatisation totale.²⁶

S'agissant des évolutions sur d'autres sujets réglementaires, voir le Rapport annuel 2020/2021 de l'ASB (à paraître le 16 septembre 2021).

Fiscalité

Une fiscalité attrayante et des règles efficaces en matière de compliance sont des atouts essentiels pour le secteur financier suisse. Entrent principalement dans ce cadre, outre l'imposition de l'activité des banques elles-mêmes, les règles régissant la conformité fiscale de leurs client.e.s.

L'évolution du marché suisse des capitaux est fortement entravée par des obstacles fiscaux comme les droits de timbre et l'impôt anticipé. La Commission de l'économie et des redevances (CER) du Conseil national a ouvert en janvier 2020 une consultation sur l'initiative parlementaire 09.503 «Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois». Cette initiative a pour but de supprimer le droit de timbre d'émission, le droit de timbre de négociation et le droit de timbre sur les primes d'assurance afin de renforcer la compétitivité de la place financière suisse par rapport à d'autres places financières qui ne connaissent pas ces taxes. Après s'être prononcé en décembre 2020 pour une suspension de la motion, le Conseil des Etats est revenu sur sa décision en juin 2021 et entend désormais avancer sur le dossier de la suppression des droits de timbre.

En avril 2021, le Conseil fédéral a adopté le message concernant la réforme de l'impôt anticipé. Cette dernière vise à supprimer purement et simplement l'impôt anticipé sur les intérêts de source suisse. Elle dynamisera notre marché des capitaux: les entreprises suisses retrouveront des financements en Suisse et émettront leurs obligations sur le marché suisse, d'où un surcroît de création de valeur et de nouveaux emplois dans notre pays.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) entend réformer l'imposition des bénéfices des entreprises, en particulier pour trouver de nouvelles sources de revenus. Il est prévu, d'une part, d'imposer une proportion importante des bénéfices des multinationales là où les utilisateurs ont leur résidence, indépendamment de toute présence physique de l'entreprise, et, d'autre part, d'instaurer un niveau minimum d'imposition. En juillet 2021, un cadre de mise en œuvre de la réforme a été arrêté, auquel la Suisse a souscrit sous réserve. Une proposition plus détaillée doit être élaborée d'ici la fin de l'année 2021. En cas de modification des principes d'imposition, la Suisse serait fortement impactée.²⁷

S'agissant des évolutions sur d'autres aspects de la politique fiscale, voir le Rapport annuel 2020/2021 de l'ASB (à paraître le 16 septembre 2021).

²⁶ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/6/e/9/5/6e95b6fa27f402b897aac209fa23f72e534b73cb/Stellungnahme%20der%20SBVG%20zur%20vorgeschlagenen%20Teilrevision%20des%20Postorganisationsgesetzes%20POG%20%28Aufhebung%20des%20Kredit-%20und%20Hypothekarvergabebots%20von%20PostFinance%29.pdf
(en allemand uniquement).

²⁷ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/taxe-numerique-de-l-ocde-encore-bien-des-points-d-interrogation>

2. Résultat consolidé

En 2020, le résultat consolidé des banques en Suisse a augmenté d'environ 5,8 % par rapport à 2019. Le bénéfice annuel consolidé se situe nettement au-dessus de la moyenne des dix dernières années.

Le résultat consolidé de toutes les banques en Suisse s'est établi en 2020 à CHF 69,9 milliards, en hausse de 5,8 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte pour l'essentiel d'une forte augmentation du résultat des opérations de négoce (+CHF 10,9 milliards, soit +46,7 %). Le résultat des opérations d'intérêts, en revanche, a légèrement diminué (-0,9 %) en raison de la persistance du contexte de taux bas et de l'activité accrue des non-banques sur le marché. La part des grandes banques dans le résultat consolidé affiche la plus forte progression, à +3,0 %. A l'autre extrémité du spectre, la part des banques étrangères a continué de se tasser et ne représente plus que 9,8 % du résultat consolidé.

Effets statistiques des principes comptables

La présente publication repose sur des données de la BNS issues des comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). Dans le cas notamment des grandes banques, ces données peuvent s'écarter de celles des comptes consolidés. Il s'agit en général d'effets purement comptables qui, dans les statistiques bancaires de la BNS, ne se distinguent pas des effets liés à la gestion économique au niveau du groupe.

L'ordonnance révisée sur les banques du 30 avril 2014 prévoyait pour certaines prescriptions, par exemple en matière d'évaluation individuelle des participations, des immobilisations corporelles et des valeurs immatérielles, une disposition transitoire valable jusqu'à la mise en œuvre intégrale de ce texte, soit jusqu'au 1er janvier 2020. En raison de ces modifications, la maison mère d'une grande banque a dû procéder en 2019 à une réévaluation comptable de ses participations et passer de la méthode de l'évaluation forfaitaire à celle de l'évaluation individuelle. Il en est résulté un correctif de valeur sur les participations à hauteur de CHF 15,3 milliards, imposé par la réglementation, qui a impacté le résultat sur la période de 2019 dans les statistiques de la BNS. Cette dernière note toutefois que, sans cet effet, le bénéfice annuel consolidé des banques en Suisse aurait été du même ordre de grandeur que l'année précédente. En 2020, on n'a pas observé d'effets statistiques d'une telle ampleur.

2.1 Evolutions en 2020

Résultat par domaines d'activité

Le résultat consolidé se compose du résultat des opérations d'intérêts, du résultat des opérations de commissions et prestations de services, du résultat des opérations de négoce ainsi que des autres résultats ordinaires. En 2020, il affiche une hausse de 5,8 % due à la forte augmentation du résultat des opérations de négoce.

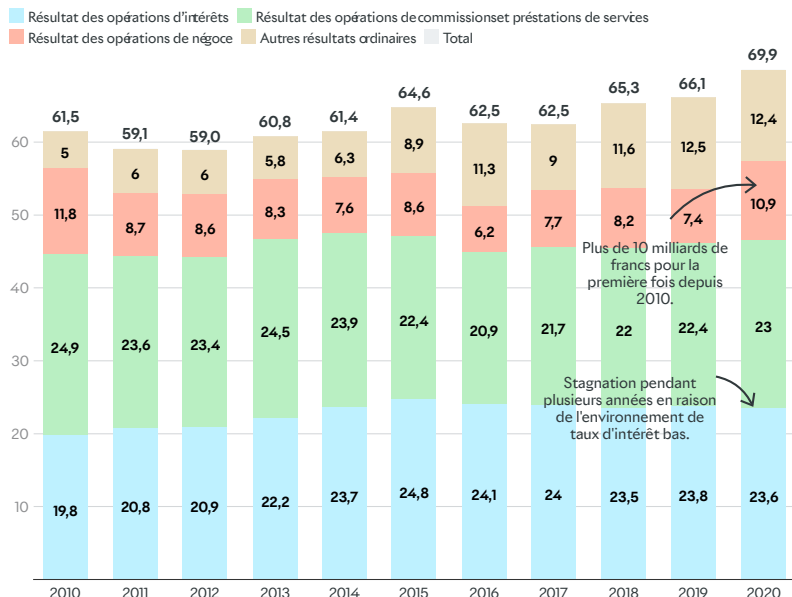
Le résultat des opérations d'intérêts reste la composante majeure du résultat consolidé, à 33,8 %, bien qu'il soit passé de CHF 23,8 milliards en 2019 à CHF 23,6 milliards en 2020 (-0,9 %) et que le contexte de taux bas continue de peser sur les opérations d'intérêts des banques. Ce léger recul du résultat des opérations d'intérêts résulte d'une baisse des produits d'intérêts (-CHF 13,7 milliards, soit -27 %) associée à une baisse quasiment équivalente des charges d'intérêts (-CHF 13,5 milliards, soit -49 %). Font partie des charges d'intérêts, par exemple, les intérêts négatifs prélevés sur les comptes de virement détenus par les banques auprès de la BNS. Dès lors, par rapport à 2019, les produits d'intérêts négatifs de la BNS ont baissé d'environ CHF 561 millions pour s'établir à CHF 1,4 milliard, dont la majeure partie provient des banques. Le relèvement du facteur d'exonération de 25 à 30, décidé par la BNS en avril 2020, est un des éléments d'explication de ce recul marqué. Par cette mesure, la BNS entendait accroître la marge de manœuvre des banques pendant la pandémie de COVID-19 en allégeant la charge des intérêts négatifs pesant sur elles.

Le résultat des opérations de commissions et prestations de services constitue la deuxième composante du résultat consolidé par ordre d'importance, à 32,9 %. Contrairement aux opérations d'intérêts, les opérations de commissions et prestations de services ont enregistré une progression d'environ 3 %. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des produits des commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement en 2020, qui a augmenté de CHF 1,1 milliard par rapport à l'année précédente.

Graphique 6

Résultat par domaines d'activité

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

La hausse du résultat consolidé en 2020 a pour moteur principal l'augmentation du résultat des opérations de négoce, lequel a franchi la barre des CHF 10 milliards pour la première fois depuis 2010. Cela représente un rebond de près de 50 % par rapport à 2019. Un des facteurs explicatifs est la forte volatilité des marchés observée en 2020, en particulier par rapport à l'année précédente. Une telle volatilité va généralement de pair avec une forte activité de négoce des banques, tant pour le compte de leurs clients que pour compte propre.

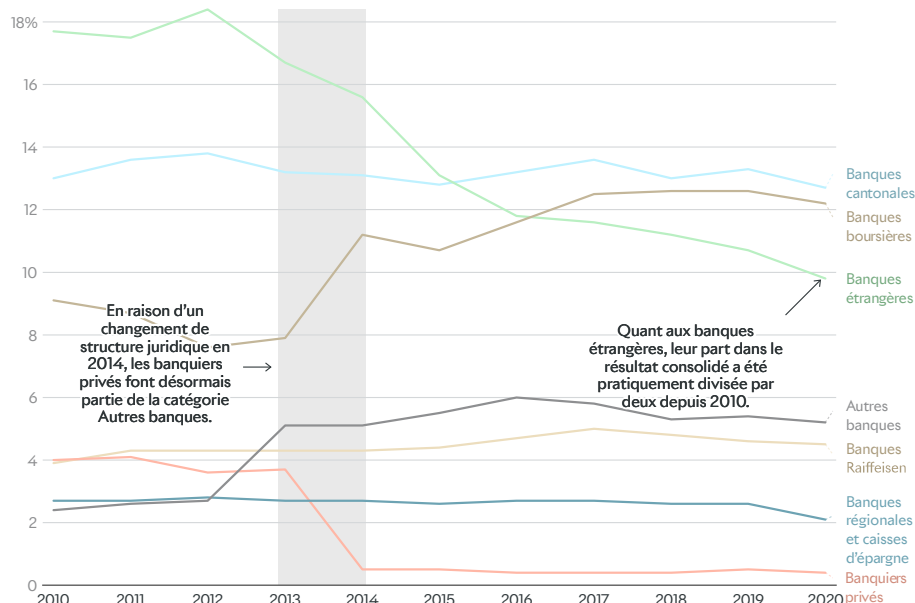
Résultat par groupes de banques

Si la contribution des banques étrangères au résultat consolidé a continué de décroître en 2020, les parts des autres groupes de banques sont restées relativement stables – avec un gonflement de la part des grandes banques, dû notamment à l'augmentation de leurs opérations de négoce, au détriment des autres groupes de banques.

Graphique 7

Résultat par groupes de banques (hors grandes banques)

en pour cent



Remarque: la part des grandes banques dans le résultat consolidé oscille depuis 2010 entre 46 % et 53 %, soit un niveau nettement supérieur à celui des autres groupes de banques. Afin de rendre l'évolution de ces derniers plus visible, le graphique ne fait pas apparaître l'évolution de la part des grandes banques.

Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale Suisse (BNS)

Tous les groupes de banques, à l'exception des grandes banques, ont vu leur contribution au résultat consolidé reculer en 2020 par rapport à 2019. Les reculs se situent entre 0,1 point de pourcentage pour les banques Raiffeisen et 0,9 point de pourcentage pour les banques étrangères. Ces dernières sont ainsi restées sur une trajectoire baissière, avec une contribution au résultat consolidé désormais inférieure à 10 %. A l'inverse, la part des grandes banques s'est étoffée, passant de 50,1 % en 2019 à 53,1 % en 2020 (non visible sur le graphique). Cette contribution accrue s'explique principalement par les opérations de négoce, qui ont été florissantes en 2020 et constituent, au sein des grandes banques, une composante du résultat plus importante que dans les autres groupes de banques.

Effets statistiques de la composition des groupes de banques

La BNS procède à la répartition des banques par groupes de banques selon sa libre appréciation. Des fusions, scissions, créations de banques et autres changements structurels sont susceptibles de modifier la composition des groupes de banques au fil du temps. Par exemple, en 2020, la Neue Aargauer Bank (NAB) a fusionné avec Credit Suisse (Suisse) SA. Il en résulte que dans les statistiques bancaires, les activités de la NAB sont attribuées non plus au groupe des banques régionales et caisses d'épargne, mais à celui des grandes banques. En 2014, plusieurs banques du groupe «banquiers privés» ont changé de structure juridique et figurent depuis lors parmi les banques boursières ou dans d'autres groupes, d'où des ruptures structurelles dans les statistiques des groupes «banquiers privés» et «banques boursières».

Entre 2010 et 2020, la contribution des «autres établissements» au résultat consolidé a progressé, passant de 11,5 % à 17,4 %. De même, celle des grandes banques (non visible sur le graphique) est passée de 47,2 % à 53,1 %. Inversement, les parts des banquiers privés et des banques étrangères ont régressé sur la même période, passant de 4,0 % à 0,4 % pour les premiers et de 17,7 % à 9,8 % pour les secondes. S'agissant des banques étrangères, leur moindre contribution au résultat consolidé s'explique d'une part par la crise financière, qui a entraîné la fermeture de nombreuses succursales en Suisse. D'autre part, dans le cadre de restructurations, quelques-unes de ces banques ont réduit leurs activités internationales à certains domaines spécifiques, ce qui s'est parfois traduit par la cession des autres domaines ou par des transferts intragroupe d'activités.

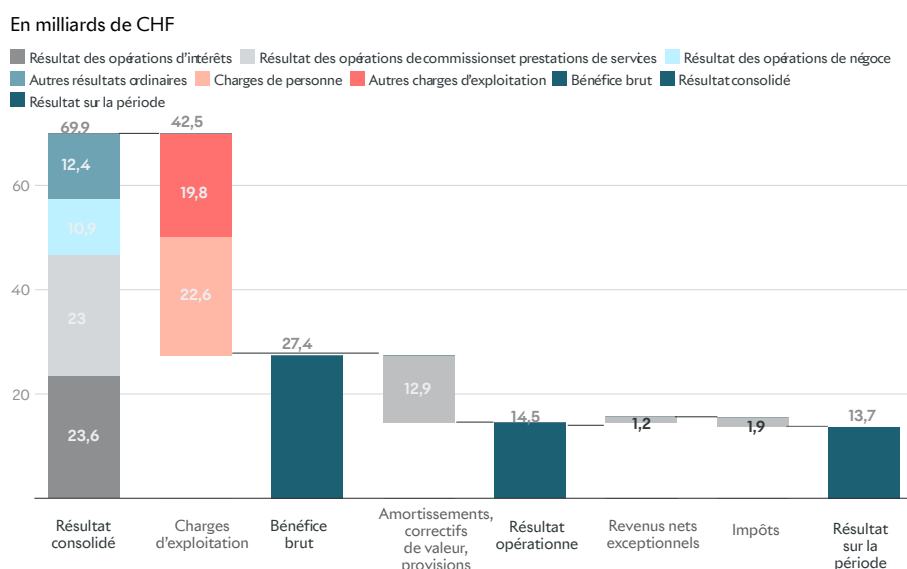
Bénéfice annuel et impôts

En raison de la hausse du résultat consolidé et d'une légère baisse des charges d'exploitation, le bénéfice brut généré par l'activité des banques en Suisse a augmenté de 18,3 % en 2020 par rapport à l'année précédente. Le bénéfice annuel après correctifs de valeur et impôts s'est établi à environ CHF 13,7 milliards.

Les charges d'exploitation, qui se composent des charges de personnel et des autres charges d'exploitation, ont légèrement baissé (-1,0 %) en 2020 par rapport à 2019, alors que le résultat consolidé a augmenté (+3,8 %). Le bénéfice brut s'est donc inscrit en hausse par rapport à l'année précédente (+CHF 4,2 milliards). Déduction faite des amortissements, des correctifs de valeur et des provisions, le résultat sur la période s'est établi à CHF 14,5 milliards. Il en résulte pour les banques en Suisse un bénéfice annuel de CHF 13,7 milliards, qui se situe au niveau des années précédentes. Les banques ont versé CHF 1,9 milliard d'impôts aux caisses de l'Etat, soit un peu moins que l'année précédente (2019: CHF 2,3 milliards).

Graphique 8

Détermination du résultat sur la période des banques en Suisse 2020



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

2.2 Sous le signe de la reprise économique: premier semestre 2021

Après une année 2020 marquée par la pandémie de COVID-19, le premier semestre 2021 a vu s'amorcer la reprise économique. La BNS maintient sa politique monétaire expansionniste. Pour 2021, le SECO prévoit une croissance du PIB de 3,6 %.

Après un renforcement des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 en début d'année, des assouplissements successifs sont intervenus au cours du premier semestre 2021 et ont exercé une influence positive sur l'évolution économique: le Fonds monétaire international table sur une croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 6,0 %. Selon le SECO, si le PIB de la Suisse s'est inscrit globalement en recul de 0,5 % au premier trimestre 2021, il devrait afficher grâce à la reprise une croissance de 3,6 % sur l'ensemble de l'année. La BNS maintient sa politique monétaire expansionniste malgré la détente observée ces derniers mois sur le front de la pandémie. Elle maintient également à -0,75 % son taux directeur ainsi que le taux d'intérêt sur les avoirs à vue. A fin juin 2021, elle avait encaissé au total CHF 664 millions d'intérêts négatifs. C'est une lourde charge pour les banques. Les assouplissements concernant les conditions de financement, introduits au début de la pandémie de COVID-19, sont restés en vigueur. Par ailleurs, sur la première moitié de l'année, les crédits hypothécaires et les prix de l'immobilier résidentiel ont encore fortement augmenté selon la BNS. Cette dernière vérifie donc à intervalles réguliers s'il y a lieu de réactiver le volant anticyclique de fonds propres. En juin 2021, la Fed a décidé pour sa part de maintenir les taux d'intérêt dans une fourchette de 0 à 0,25 % et de continuer à intervenir sur le marché en procédant à des achats d'emprunts à hauteur de USD 120 milliards par mois. Elle confirme ainsi sa politique monétaire très accommodante. Elle considère que la tendance inflationniste est un phénomène passager et table sur une inflation d'environ 2 % à long terme. Selon elle, il n'y aura pas de relèvement des taux d'intérêt avant 2023. Quant à la BCE, elle a assoupli sa gestion de l'inflation dans la mesure où, tout en conservant l'objectif de 2 % à moyen terme, elle tolère un taux d'inflation supérieur à 2 % à court terme. Selon ses prévisions, l'inflation devrait s'établir à un peu moins de 2 % en 2021, puis à environ 1,5 % les années suivantes, de sorte qu'elle s'en tient à son taux directeur de 0 %. Elle va en outre porter de 500 à 1 850 milliards d'euros le volume de son programme d'achats d'urgence face à la pandémie et prolonger la durée de ce programme.

Quelques décisions politiques notables sont intervenues en Suisse au premier semestre 2021. La loi COVID-19, qui permet une plus grande flexibilité de la Confédération en période de pandémie, a été adoptée, et la loi sur le CO₂ a été rejetée dans les urnes.²⁸ Les travaux concernant l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE ont connu un rebondissement important pour l'économie. Le 26 mai, le Conseil fédéral a en effet décidé que les conditions n'étaient pas réunies pour conclure cet accord.²⁹ Il a ainsi été mis un terme aux négociations. Le Conseil fédéral entend néanmoins poursuivre dans la voie bilatérale avec l'UE, qui a fait ses preuves. L'accord institutionnel aurait renforcé la sécurité juridique et amélioré l'accès au marché pour les banques en Suisse.

L'évolution boursière positive observée en 2020 s'est poursuivie au premier semestre 2021, impulsée notamment par la politique monétaire expansionniste des banques centrales. Entre janvier et juin 2021, le SMI a gagné environ 12 % pour atteindre le niveau record de 12 000 points. Il dépasse ainsi de près de 2 000 points d'indice son niveau de l'année dernière. Pour autant que la situation ne se détériore pas à nouveau gravement sur le front de la pandémie, le rebond économique devrait permettre aux marchés d'actions de continuer sur leur lancée d'ici la fin de l'année, ce qui aura un effet positif sur les opérations de négoce et de commissions des banques.

²⁸ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/le-non-a-la-loi-sur-le-co2-freine-la-protection-du-climat-en-suisse>

²⁹ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/preserver-et-developper-la-voie-bilaterale-entre-la-suisse-et-l-ue>

• Swiss Banking

Le SECO considère qu'un des risques majeurs pour l'évolution conjoncturelle en 2021 réside dans les effets indirects de la crise, comme des faillites et des licenciements massifs. Les faillites, associées à des défaillances de crédit, constituent également un risque pour le développement commercial des banques. Quant aux licenciements, ils ne devraient pas être nombreux puisque, selon l'enquête réalisée par l'ASB auprès de ses membres, ces derniers anticipent une stabilité de l'emploi dans le secteur bancaire.

Le nombre d'ouvertures de procédures de faillites à l'encontre de sociétés et de personnes ayant baissé de 6,6 % en 2020 par rapport à 2019³⁰, il faut s'attendre à un certain effet de rattrapage lorsque les mesures de soutien liées à la pandémie de COVID-19 prendront fin. Aussi les banques suisses ont-elles constitué dès le premier semestre 2020 des provisions supplémentaires pour correctifs de valeur.³¹ En outre, l'ASB a publié à leur intention des recommandations concernant la gestion des risques d'insolvabilité.³²

Grâce à leur forte capitalisation et à leur gestion rigoureuse des risques, les banques sont bien armées pour prévenir d'éventuelles défaillances de crédit et, le cas échéant, pour les absorber. Les prévisions conjoncturelles étant par ailleurs favorables pour 2021 et 2022, on peut tabler globalement sur une hausse du résultat consolidé par rapport à 2020. Toutefois, les grandes banques en particulier sont confrontées à des pertes liées à certaines activités. Elles s'exposent en outre à des défaillances de crédit supérieures à la moyenne en cas de multiplication des faillites d'entreprises.

³⁰ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/communiqués-presse.assetdetail.16564158.html>

³¹ Oliver Wyman (2020). Schweizer Banken Report 2020 (en allemand uniquement).

³² <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/de-nouvelles-recommandationsconcernant-la-gestion-des-risques-d-insolvabilite-a-l-intention-des-banques>

3. Opérations au bilan

En 2020, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 4,5 %. Les interventions monétaires de la BNS ont influé sur la composition des actifs des banques d'affaires: les comptes de virement des banques auprès de la BNS ont fortement augmenté par rapport à 2019 et se situent toujours à un niveau très élevé.

Le total consolidé des bilans des banques en Suisse est resté sur sa lancée en 2020. Il s'est inscrit en hausse de 4,5 %, passant de CHF 3 317,6 milliards à CHF 3 467,3 milliards. Cette progression est due pour moitié à l'évolution des banques cantonales. Du côté des actifs, les créances hypothécaires restent le poste de loin le plus important, même si les liquidités ont enregistré une augmentation notable de 26,1 %. Du côté des passifs, les dépôts à vue se sont fortement accrus (+29,2 %) en 2020, tandis que les dépôts à terme reculaient (-16 %).

L'encours de crédit national a continué d'augmenter, porté par les créances gagées qui ont affiché une hausse de près de 20 % et atteint ainsi un nouveau pic à CHF 84,3 milliards. Comme en 2019, les banques cantonales (37,3 %) se sont taillé la part du lion sur le marché hypothécaire suisse, suivies des grandes banques (27,5 %).

3.1 Evolutions en 2020

Evolution des bilans par groupes de banques

En 2020, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 4,5 %. Comme en 2019, ce sont les banques cantonales qui ont enregistré la plus forte progression en chiffres absolus: elles sont à l'origine de près de la moitié de la croissance totale des bilans. Quant aux grandes banques, leur part dans le total consolidé des bilans s'est établie à 45 %, ce qui fait d'elles le principal contributeur.

Graphique 9

Total des bilans par groupes de banques

En milliards de CHF

Groupes de banques	2019	2020	Variation du total des bilans	Part dans le total des bilans 2020
Banques cantonales	626,7	697,1	11,2%	20,1%
Grandes banques	1 540,7	1 566,6	1,7%	45,2%
Banques régionales et caisses d'épargne	126,3	111,4	-11,8%	3,2%
Banques Raiffeisen	248,3	259,7	4,6%	7,5%
Banques étrangères	322,3	346,5	7,5%	10,0%
Banquiers privés	5,8	6,8	18,8%	0,2%
Banques boursières	223,7	256,9	14,8%	7,4%
Autres banques	223,7	222,3	-0,7%	6,4%
Total	3 317,6	3 467,3	4,5%	100,0%

Remarque: en 2020, la Neue Aargauer Bank (NAB) a fusionné avec Credit Suisse (Suisse) SA. Dans les statistiques, elle ne fait donc plus partie du groupe des banques régionales et caisses d'épargne, mais de celui des grandes banques.

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

Actifs

Les créances hypothécaires sont restées le principal poste d'actif en 2020, à 31,7 %, mais les liquidités ont contribué de manière déterminante à l'augmentation des actifs. Elles se sont inscrites en hausse de CHF 141,7 milliards (+26,1 %) par rapport à 2019, hausse qui est allée de pair avec celle des comptes de virement détenus par les banques auprès de la BNS (+24,1 %).

En 2020, les créances hypothécaires suisses et étrangères ont augmenté de CHF 33,3 milliards par rapport à 2019, passant de CHF 1 064,7 milliards à CHF 1 098,0 milliards. Elles sont ainsi restées le poste d'actif le plus important des banques en Suisse, avec une part d'environ 31,7 %.

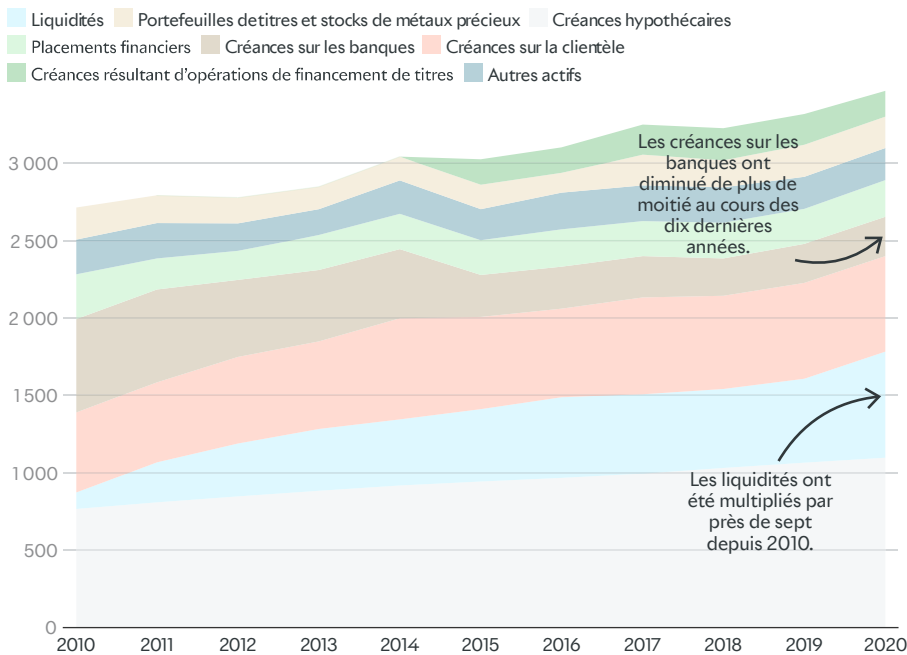
Les liquidités ont enregistré une hausse notable de 26,1 % (+CHF 141,7 milliards) et constituent le deuxième poste d'actif par ordre d'importance. Cette hausse est allée de pair avec celle des comptes de virement détenus par les banques auprès de la BNS (+24,1 %). Tous les groupes de banques, sauf le groupe «autres banques», ont augmenté leurs actifs détenus en compte de virement. C'est en particulier

le cas des banques cantonales qui, avec une augmentation proche de 41 %, ont fortement contribué à cette évolution. Le relèvement par la BNS du facteur d'exonération sur les comptes de virement des banques est un des éléments qui expliquent le mouvement haussier de ces comptes pendant l'année de crise 2020.

Graphique 10

Composition des actifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

Graphique 11

Développement des actifs

En milliards de CHF

	2019	2020	Changement	Contribution
Liquidités	542,9	684,6	26,1%	19,7%
Portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux	207,9	202,9	-2,4%	5,9%
Créances hypothécaires	1 064,7	1 098,0	3,1%	31,7%
Placements financiers	225,1	238,2	5,8%	6,9%
Créances sur les banques	252,4	253,3	0,4%	7,3%
Créances sur la clientèle	619,1	617,6	-0,2%	17,8%
Créances résultant d'opérations de financement de titres	197,2	166,8	-15,4%	4,8%
Autres actifs	208,2	205,9	-1,1%	5,9%
Total du bilan	3 317,6	3 467,3	4,5%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

En 2020, les créances sur la clientèle ont enregistré une légère baisse de CHF 1,5 milliard (-0,2 %). Avec une part de 17,8 % dans le total des actifs, elles ont reculé de la deuxième à la troisième place dans le classement des postes d'actif par ordre d'importance.

Les créances sur d'autres banques ont augmenté de CHF 0,9 milliard (+0,4 %) pour s'établir à CHF 253,3 milliards. Cette modeste progression résulte, d'une part, d'une baisse des créances sur des banques en Suisse (-5,1 %) et, d'autre part, d'une hausse des créances sur des banques à l'étranger (+CHF 5,6 milliards, soit +3,5 %).

La hausse de CHF 13,1 milliards enregistrée par les placements financiers est due presque exclusivement aux placements financiers suisses (+CHF 12,2 milliards). S'agissant des créances résultant d'opérations de financement de titres, elles ont évolué en sens inverse selon qu'il s'agissait de créances suisses ou de créances sur l'étranger: les premières ont légèrement augmenté, tandis que les secondes ont diminué d'environ CHF 32 milliards.

Profonde évolution de la composition des actifs depuis 2010

Des changements notables sont intervenus dans la composition des actifs au cours des dix dernières années, en particulier une augmentation spectaculaire des liquidités entre 2010 et 2020. Alors que celles-ci s'élevaient à CHF 106,1 milliards en 2010, elles ont atteint au total CHF 684,6 milliards à fin 2020. Cette

évolution s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, les interventions de la BNS pour lutter contre le franc suisse fort ont été déterminantes, dans la mesure où les achats de devises étrangères effectués par la BNS font gonfler les comptes de virement en francs suisses détenus par les contreparties. D'autre part, en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, les coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités étaient réduits, de sorte que les banques ont déposé d'abondantes liquidités en comptes de virement auprès de la BNS. En 2020, leurs actifs détenus dans ces comptes ont encore augmenté, et même fortement (+24,1 % par rapport à 2019), en dépit des intérêts négatifs prélevés depuis janvier 2015. Ils se sont établis à CHF 597,2 milliards.

Les créances hypothécaires suisses et étrangères, elles aussi, se sont inscrites en hausse constante entre 2010 et 2020 (de CHF 767,1 milliards à CHF 1 098,0 milliards). Leur part dans le total des actifs est ainsi passée de 28,3 % à fin 2010 à 31,7 % à fin 2020. La faiblesse persistante des taux d'intérêt, là encore, a joué un rôle dans cette légère augmentation, de même que la forte demande immobilière en résultant. Au cours des deux dernières années, la pandémie de COVID-19 et notamment le lockdown ont attisé la demande dans le domaine de l'immobilier résidentiel.

S'agissant des créances sur les banques, elles représentaient 22,2 % du total des actifs en 2010. En 2020, ce chiffre n'était plus que de 7,3 %. Cette diminution tient en particulier au fait que les banques ont volontairement réduit ce poste du bilan pour atténuer les liens d'interdépendance avec d'autres banques. Elle résulte aussi des exigences réglementaires accrues en matière de fonds propres.

Evolution des opérations de crédit en Suisse

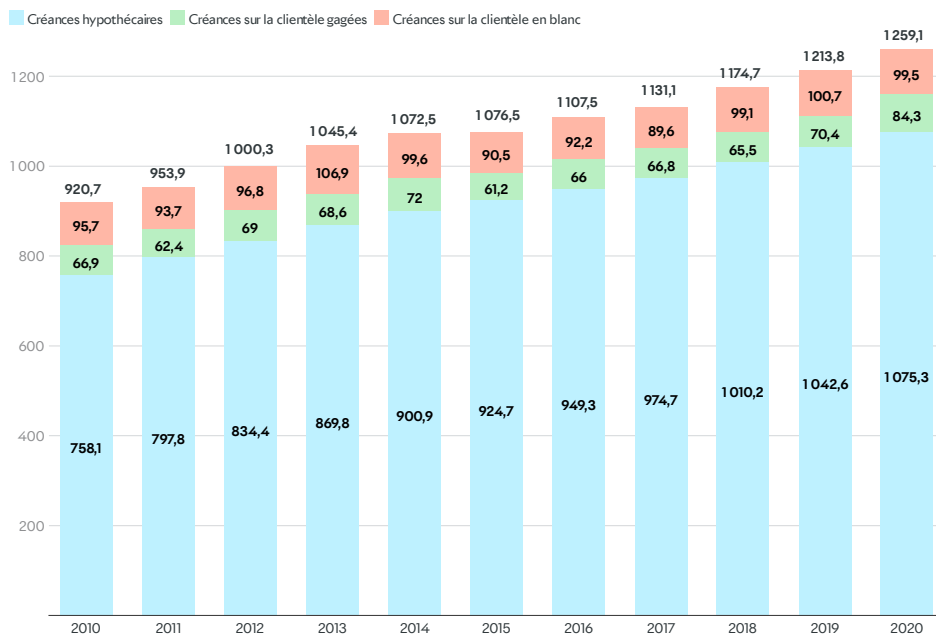
En 2020, l'encours de crédit national a augmenté de 3,7 % par rapport à l'année précédente. Il était constitué à 85,4 % de créances hypothécaires, dont la majeure partie résultant d'hypothèques consenties aux ménages.

L'encours de crédit national s'élevait en 2020 à CHF 1 259,1 milliards, dont CHF 183,8 milliards provenant de créances gagées et en blanc sur la clientèle (entreprises, corporations de droit public et crédits à la consommation) et CHF 1 075,3 milliards provenant de créances hypothécaires. Par rapport à 2019, l'encours total de crédit national s'est inscrit en hausse de 3,7 %. C'est une évolution comparable à celle des années précédentes. Au total, entre 2010 et 2020, les créances hypothécaires ont augmenté de CHF 338,4 milliards et leur part dans l'encours de crédit national est passée de 82,3 % à 85,4 %. Elles représentent ainsi sans discontinuer l'essentiel de l'encours de crédit. Si les créances gagées se sont inscrites en hausse de CHF 13,9 milliards en raison notamment des crédits COVID-19, les créances en blanc ont enregistré un léger recul de CHF 1,2 milliard en 2020.

Graphique 12

Evolution du volume de crédit national

En milliards de CHF

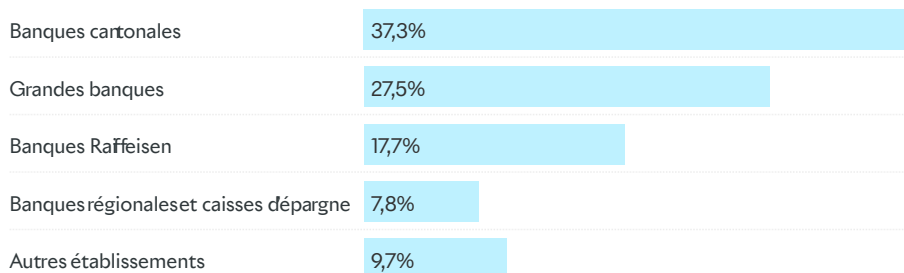


Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

L'encours total des crédits hypothécaires a augmenté de 3,1 % en 2020, à CHF 1 098,0 milliards. Ce montant concernait pour l'essentiel des clients suisses (CHF 1 075,3 milliards) et était constitué d'hypothèques consenties aux ménages à hauteur de 75 %. La part des crédits hypothécaires à taux fixe s'élevait en 2020 à 81,5 %. Le taux d'intérêt moyen applicable aux créances hypothécaires nationales a baissé, passant de 1,37 % en 2019 à 1,27 % en 2020. Les créances hypothécaires d'une durée de plus de cinq ans ont gagné en importance au fil du temps: elles représentaient 27,6 % des créances hypothécaires en 2020, contre 15,5 % en 2010.

Graphique 13

Répartition du marché national du crédit hypothécaire 2020



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

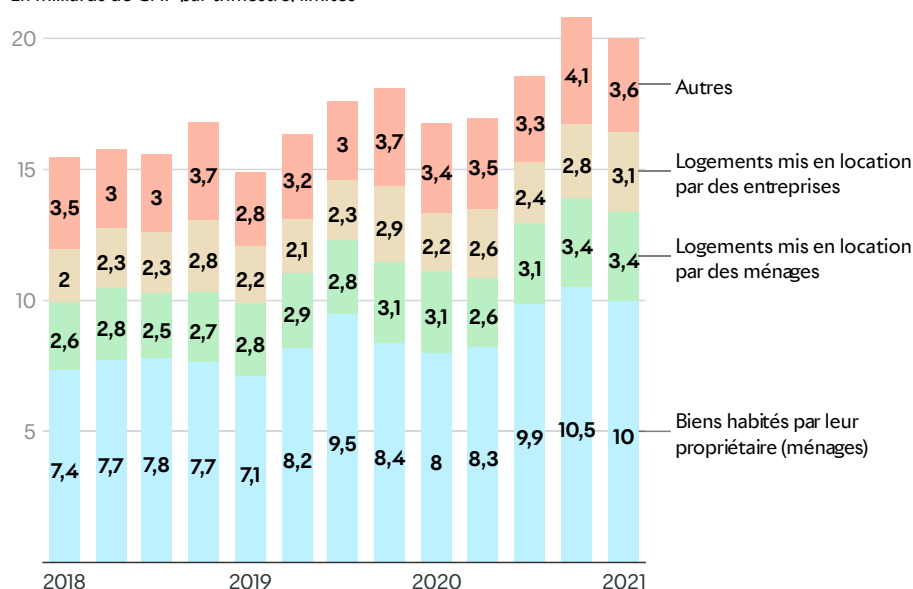
A fin 2020, les banques cantonales drainaient 37,3 % du volume de crédit hypothécaire national – un niveau inchangé par rapport à l'année précédente – et les grandes banques 27,5 %. Au cours des dernières années, ce sont surtout les banques cantonales et les banques Raiffeisen qui ont étoffé leurs positions sur le marché suisse du crédit hypothécaire, tandis que les grandes banques ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne ont perdu des parts de marché.

En termes de catégories de nantissement, la part des créances hypothécaires suisses de premier rang s'est établie à 92,9 % en 2020. La catégorie de nantissement «premier rang» comprend les créances hypothécaires jusqu'à deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble concerné. On n'observe pas de différences significatives selon les groupes de banques. La forte proportion de crédits hypothécaires de premier rang laisse à penser que les banques restent prudentes en matière d'octroi de crédits hypothécaires.

Graphique 14

Nouveaux contrats de crédit hypothécaire

En milliards de CHF par trimestre, limites



Graphique: Association suisse des banquiers Source: BNS

Passifs

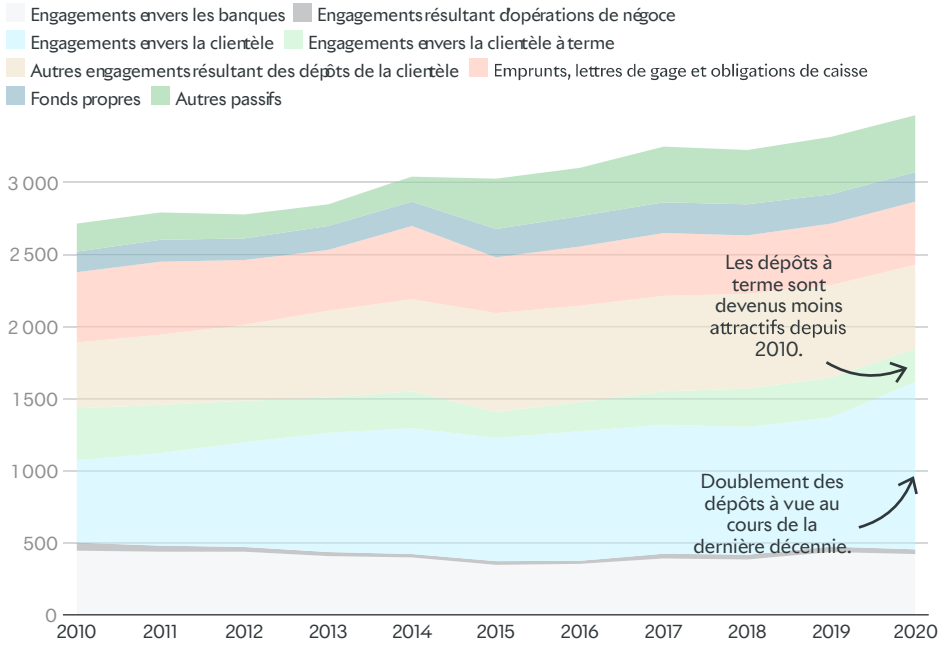
En 2020, les engagements résultant des dépôts de la clientèle constituaient plus de la moitié des passifs. Par rapport à 2019, les dépôts à vue ont enregistré une forte augmentation, tandis que les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle ont évolué en sens inverse.

Le poste «Engagements résultant des dépôts de la clientèle», qui comprend les dépôts à vue, les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle, a enregistré en 2020 une hausse de CHF 158,8 milliards (+8,7 %). En fin d'année, il représentait 56,9 % du total des bilans. Cette forte croissance est due à la hausse marquée des dépôts à vue (+29,2 %), qui est parvenue à compenser le recul des deux autres sous-postes.

Graphique 15

Composition des passifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

Graphique 16

Développement des passifs

En milliards de CHF

	2019	2020	Changement	Contribution
Engagements envers les banques	435,5	420,9	-3,4%	12,1%
Engagements résultant d'opérations de négoce	37,2	34,3	-7,8%	1,0%
Engagements envers la clientèle	898,9	1 161,6	29,2%	33,5%
Engagements envers la clientèle à terme	274,3	230,4	-16,0%	6,6%
Autres engagements résultant des dépôts de la clientèle	642,1	582,1	-9,3%	16,8%
Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse	426,5	439,2	3,0%	12,7%
Fonds propres	205,1	203,3	-0,9%	5,9%
Autres passifs	398,1	395,4	-0,7%	11,4%
Total du bilan	3 317,6	3 467,3	4,5%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

En 2020, les engagements envers les banques se sont inscrits en recul de CHF 14,6 milliards, ce qui s'explique presque exclusivement par le recul des engagements envers les banques en Suisse (-CHF 13,4 milliards).

Les engagements résultant des opérations de négoce ont baissé de CHF 2,9 milliards à CHF 34,3 milliards. Cette baisse est principalement le fait des grandes banques, dont les engagements envers l'étranger se sont réduits (-CHF 2,6 milliards).

Le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» a augmenté de CHF 12,7 milliards, en particulier parce que la hausse des emprunts et lettres de gage en Suisse (+CHF 25,2 milliards) a été plus forte que leur baisse à l'étranger (-CHF 11,7 milliards). Les banques cantonales et les grandes banques sont à l'origine d'une grande part de cette hausse et sont les seules à faire figurer le poste «Emprunts et lettres de gage à l'étranger» au passif de leurs bilans.

Composition des passifs au fil du temps

La part des engagements envers les banques est passée de 16,4 % en 2010 à 12,1 % en 2020. Comme dans le cas des actifs, ce recul montre que les liens d'interdépendance entre les banques, notamment en Suisse, se sont relâchés au fil du temps. Sur la même période, soit entre 2010 et 2020, les dépôts à vue sont passés de CHF 571,2 milliards à CHF 1 161,6 milliards, de sorte qu'ils constituaient le principal poste de passif (33,5 %) à fin 2020. La part des dépôts à terme est passée quant à elle de 13,3 % en 2010 à 6,6 % en 2020. Le contexte de taux bas fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par rapport aux dépôts à vue, d'où des arbitrages au détriment des premiers. L'un des principaux facteurs de la forte augmentation des dépôts à vue en 2020 est le taux d'épargne record résultant des mesures Corona.

3.2 Le total des bilans s'est inscrit en hausse au premier semestre 2021

Le total consolidé des bilans s'est inscrit en hausse (+3,0 %) dans les premiers mois de l'année en cours. Les augmentations majeures concernent, du côté des actifs, les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les créances sur les banques et, du côté des passifs, les dépôts à vue ainsi que les engagements envers les banques.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2021, le total consolidé des bilans des banques en Suisse a augmenté de 3,0 %. Cette évolution reflète la reprise de l'économie réelle ainsi que le rebond des marchés d'actions au premier semestre 2021.

Du côté des actifs, si l'augmentation du total des bilans résultait d'une forte hausse des liquidités en 2020, elle s'explique principalement par le gonflement des postes Créances résultant d'opérations de financement de titres (+25,2 %) et Créances sur les banques (+10,9 %) dans les premiers mois de l'année 2021. Ces effets tiennent vraisemblablement à la volatilité des marchés ainsi qu'à une intensification des activités de négoce de la part des clientes et des clients, avec dans certains cas des opérations de contrepartie de la part des banques. En 2020, les deux postes précités s'étaient inscrits en faible hausse, voire en baisse. Les liquidités ont légèrement augmenté (+1,4 %) entre janvier et mai 2021, mais un peu moins qu'en 2020. Les créances hypothécaires semblent rester cette année sur une hausse similaire à celle de l'année dernière. La demande immobilière reste forte. Elle est même plus forte depuis la pandémie de COVID-19, qui a attisé l'envie d'être propriétaire de son logement chez nombre de nos concitoyen.ne.s et accru les besoins en financement.

Du côté des passifs, les moteurs de l'augmentation du total des bilans sont avant tout la hausse des dépôts de la clientèle (+2,7%) et celle des engagements envers les banques (+7,3 %). La hausse des engagements résultant des opérations de négoce est elle aussi relativement importante (+CHF 40,0 milliards, soit +16,2 %). La reprise économique se reflète également dans l'évolution des dépôts à vue et des dépôts à terme: ces deux postes se sont inscrits en hausse de respectivement 5,6 % et 3,6 % sur les premiers mois de l'année 2021. Les dépôts à terme ont donc retrouvé de leur attrait.

4. Gestion de fortune

Au total, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse s'établissent fin 2020 à CHF 7 878,7 milliards. La Suisse est le leader mondial du Private Banking transfrontalier: un quart des actifs sous gestion transfrontalière dans le monde sont gérés en Suisse.

En 2020, les actifs sous gestion des clients suisses ont augmenté de CHF 93,2 milliards. Les actifs sous gestion des clients domiciliés à l'étranger ont diminué de CHF 108,0 milliards. Dans l'ensemble, la gestion de fortune des banques suisses reste au niveau de l'année précédente (-0,2 %). La hausse des portefeuilles de titres n'a pas suffi pour compenser la baisse des dépôts fiduciaires et des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue.

La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies est restée stable par rapport à 2019. Le franc suisse est toujours la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Depuis 2011, on observe une augmentation constante des actifs sous gestion.

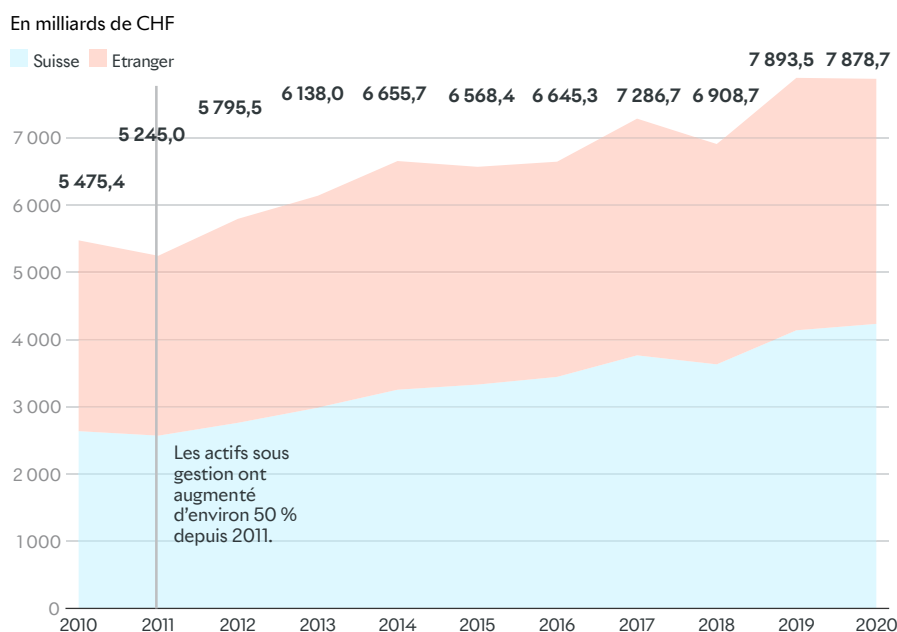
4.1 Evolutions en 2020

Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger

En 2020, les actifs gérés par les banques en Suisse restent au niveau de l'année précédente (-0,2 %). Les avoirs des clients étrangers ont diminué. La croissance des avoirs des clients nationaux a presque compensé cette tendance à la baisse.

Graphique 17

Actifs sous gestion en Suisse selon la provenance des clients



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

Les actifs sous gestion se composent des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients (CHF 6 944,0 milliards), des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (CHF 812,6 milliards) ainsi que des engagements fiduciaires (CHF 122,1 milliards). En 2020, les portefeuilles de titres ont augmenté d'environ CHF 163 milliards par rapport à 2019.

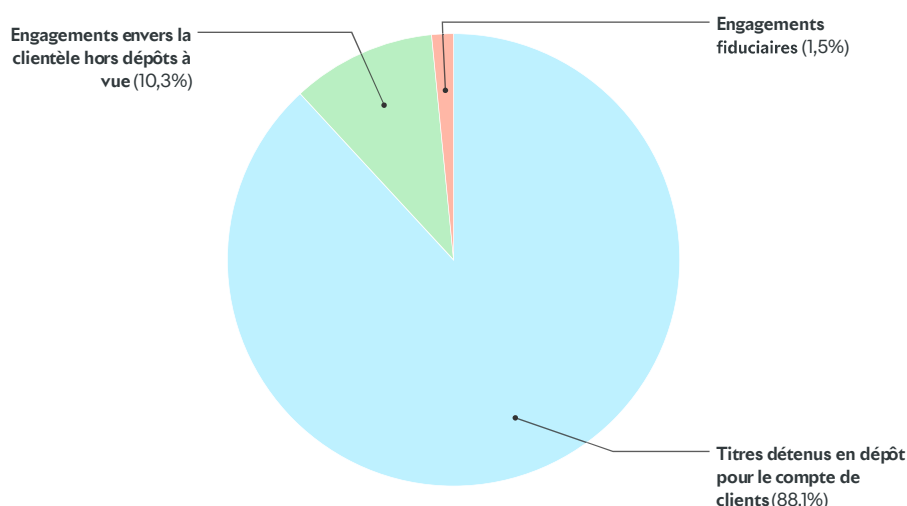
En revanche, les engagements fiduciaires (-38,0 %) et les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (-11,3 %) se sont inscrits en baisse. Bien que les portefeuilles de titres constituent la part de loin la plus importante des actifs sous gestion, leur croissance n'a pas été assez soutenue pour compenser l'évolution négative des autres postes.

Après la crise financière et économique de 2008, on a assisté à un recul spectaculaire des actifs sous gestion. Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, en particulier, ont subi de lourdes pertes en raison de l'effondrement des cours de Bourse. Depuis 2011, les actifs sous gestion ont augmenté progressivement de CHF 2 633,6 milliards pour s'établir à CHF 7 878,7 milliards en 2020.

La part des actifs sous gestion des clients étrangers a baissé entre 2010 et 2020, passant de 51,9 % à 46,3 %. Cela s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a l'effet monétaire. Les clients étrangers détiennent une part d'actifs libellés en euros et en dollars américains nettement plus importante que celle des clients suisses. Or les parts des actifs sous gestion sont calculées en francs suisses. Dès lors, si le franc suisse prend de la valeur, la part des actifs des clients étrangers baisse automatiquement par rapport à celle des clients suisses. En deuxième lieu, il y a sans doute aussi les exigences accrues quant à la conformité fiscale des clients des banques. Afin de régulariser leur situation, nombre de clients étrangers ont rapatrié au moins partiellement leurs avoirs dans leurs pays d'origine. En dépit de cette situation, les actifs sous gestion ont augmenté au total de CHF 807,1 milliards entre 2010 et 2020.

Graphique 18

Composition des actifs sous gestion, 2020



Graphique: Association suisse des banquiers (ASB) Source: Banque nationale suisse (BNS)

Portefeuilles de titres

Les portefeuilles de titres constituent la majeure partie des actifs sous gestion. Début 2020, la pandémie de COVID-19 a entraîné d'importantes turbulences boursières, mais les marchés se sont stabilisés en fin d'année. Si 2020 s'est déroulée sous le signe de la crise, cela n'a pas empêché les portefeuilles de titres de s'inscrire en hausse de 2,4 %.

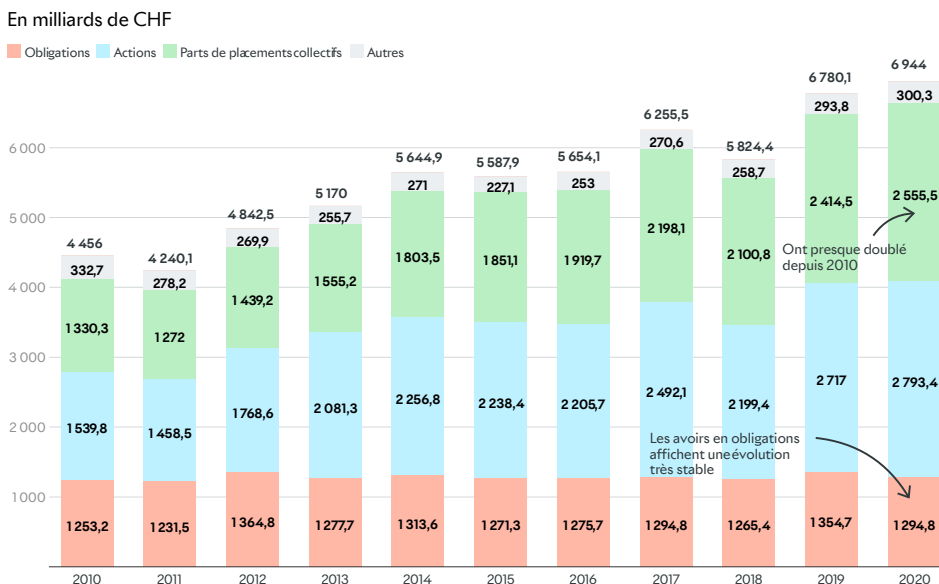
Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients ont légèrement augmenté (+2,4 %) en 2020. C'est une croissance modérée par rapport à 2019, qui s'explique par l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les cours de Bourse ainsi que par la solidité persistante du franc suisse. Le SMI, qui se situait à plus de 11 000 points, a chuté à environ 8 160 points en mars 2020, avant de se ressaisir et de franchir à la hausse la barre des 10 000 points en juin 2020 déjà. En fin d'année toutefois, il n'avait toujours pas retrouvé le niveau qui était le sien avant la pandémie de COVID-19. Courant 2020, le franc suisse s'est apprécié de 0,2 % par rapport à l'euro, mais d'environ 8,9 % par rapport au dollar américain.

On distingue les portefeuilles de titres de type «Actions», «Parts de placements collectifs», «Obligations» et «Autres». Alors que tous s'étaient inscrits nettement en hausse en 2019, ils n'ont que faiblement varié en 2020. Si les parts de placements collectifs ont enregistré la plus forte progression (+5,8 %), les obligations se sont repliées de 4,4 %.

Au total, sur la dernière décennie, la croissance des portefeuilles de titres a été forte, puisqu'elle s'établit à plus de 50 %. Elle a été tirée à la hausse par les portefeuilles de type «Actions» et «Parts de placements collectifs», sachant que les portefeuilles obligataires sont restés stables sur cette période.

Graphique 19

Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients par types



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies

En 2020, la structure des portefeuilles en dépôt par monnaies est restée stable par rapport à l'année précédente. Plus de la moitié des portefeuilles en dépôt sont libellés en francs suisses. Un quart d'entre eux sont libellés en dollars américains, tandis que l'euro et les autres monnaies se partagent le dernier quart.

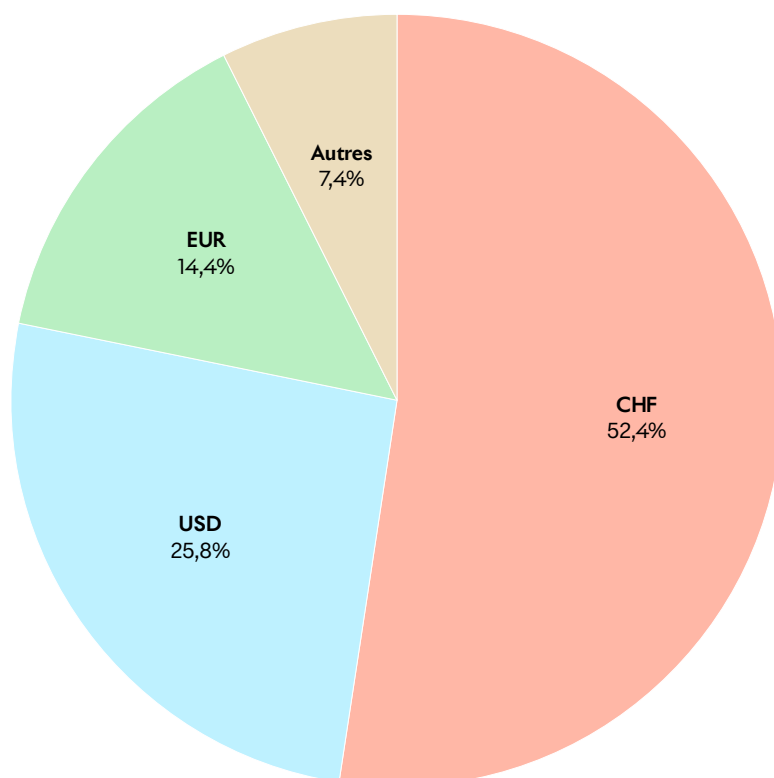
Le franc suisse reste la monnaie de placement la plus importante, bien que sa part dans les portefeuilles en dépôt ait légèrement baissé entre 2019 (52,5 %) et 2020 (52,4 %). De même, la part des autres monnaies n'a que faiblement varié: le dollar américain et l'euro ont ainsi progressé chacun de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2019.

Si environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés en francs suisses sont suisses, la situation est symétrique en ce qui concerne le dollar américain et l'euro: environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés dans ces monnaies sont étrangers.

Graphique 20

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies, fin 2020

CHF USD EUR Autres



Graphique: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

4.2 Actifs sous gestion en progression à l'issue du premier semestre

Après un léger recul en 2020, les actifs sous gestion ont repris une trajectoire ascendante (+6,9 %) au cours des premiers mois de 2021. Cela s'explique par la forte augmentation des portefeuilles de titres (+8,2 %), elle-même portée par l'évolution positive des marchés d'actions.

La reprise économique amorcée dans les premiers mois de l'année 2021 est sensible aussi au niveau des actifs sous gestion dans les banques en Suisse: à fin mai 2021, ils s'établissaient à CHF 8 386,9 milliards, en hausse de 6,9 % par rapport à fin 2020. Cette hausse concerne tant les actifs des clients suisses que ceux des clients domiciliés à l'étranger. Elle s'explique par l'évolution positive des marchés d'actions et par l'augmentation corrélative des portefeuilles de titres. Ces derniers s'affichent en hausse de 8,2 %, tandis que les engagements envers la clientèle et les engagements fiduciaires sont restés orientés à la baisse sur les premiers mois de l'année 2021 comme en 2020. Le SMI, qui a atteint en juin un pic sans précédent à environ 12 000 points, témoigne de l'évolution positive des marchés d'actions.

5. Emploi dans les banques en Suisse

A fin 2020, les banques employaient en Suisse 89 942 personnes (en équivalents plein temps), soit 414 de plus qu'à fin 2019. Le taux de chômage dans le secteur bancaire s'établissait légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale, à 3,3 %. La pandémie de COVID-19 a entraîné une légère hausse du taux de chômage par rapport à 2019, mais le secteur bancaire a été moins impacté que d'autres.

5.1 Evolutions en 2020

Après une baisse régulière depuis 2010, on observe en 2020 une légère hausse (+0,5 %) des effectifs dans le secteur bancaire. Ce dernier affiche un taux de chômage légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale, à 3,3 %.

A fin 2020, les banques employaient en Suisse 89 942 personnes (en équivalents plein temps), ce qui représente 414 postes de plus (+0,5 %) sur une année. Après une baisse régulière depuis 2010, les effectifs ont donc amorcé une trajectoire inverse. L'avenir nous dira si, dans le secteur bancaire, la tendance à la consolidation prend fin ou se poursuit. La persistance des taux bas, le renforcement des règles régissant l'octroi de crédit ainsi que les nouvelles exigences en matière de fonds propres continuent de peser sur les marges, de sorte que les banques évoluent dans un contexte difficile.

En décembre 2020, selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le taux de chômage dans le secteur bancaire suisse s'établissait en moyenne à 3,3 %, soit légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale (3,5 %). Au total, à fin 2020, on comptait 4 337 chômeurs inscrits relevant du secteur bancaire, soit 1 141 de plus qu'à fin 2019. Sans doute les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 ont-elles joué un rôle majeur dans cette évolution.

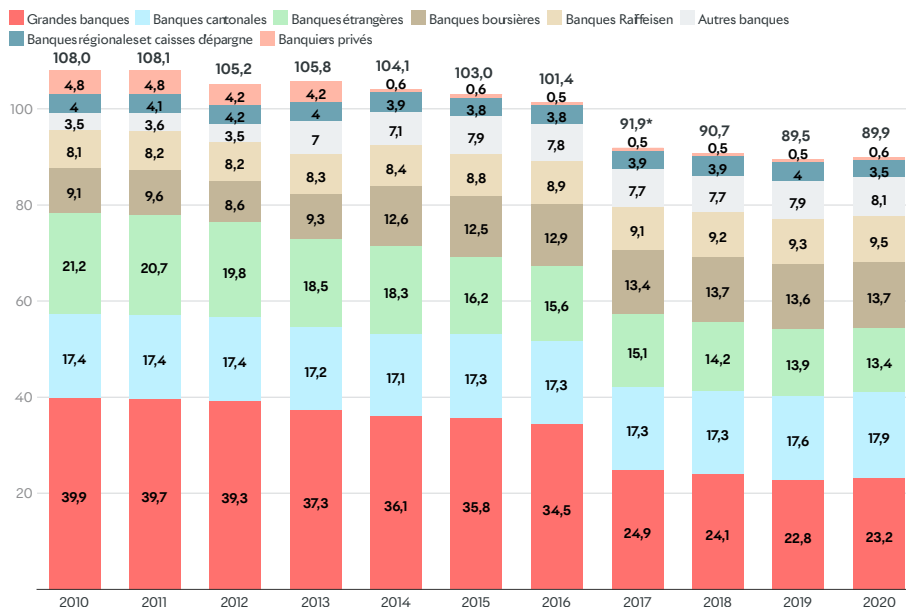
En 2020, les banques régionales et les banques étrangères ont supprimé environ un millier de postes, alors que les autres groupes de banques en ont créé 1 414 au total. La baisse de l'emploi dans les banques régionales et la hausse concomitante au sein des grandes banques s'expliquent principalement par la fusion de la Neue Aargauer Bank avec Credit Suisse (Suisse) SA. Les charges de personnel se sont inscrites en légère baisse (-CHF 94 millions) par rapport à l'année précédente.

La part des femmes dans les effectifs en Suisse a poursuivi sa trajectoire ascendante en 2020, s'inscrivant à 38,5 % (34 602 équivalents plein temps). Comme les années précédentes, les banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne sont en tête des employeurs de main d'œuvre féminine, à respectivement 45,1 % et 44,6 %.

Graphique 21

Emploi dans les banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



* Ce chiffre intègre un effet exceptionnel résultant d'un transfert de personnel effectué par une grande banque vers une société de services intragroupe.

Graphique: Association suisse des banquiers (ASB) Source: Banque nationale suisse (BNS)

Graphique 22

Evolution des emplois par groupe bancaire

En équivalents temps plein

	2019	2020	Changement
Banques cantonales	17 577	17 900	323
Grandes banques	22 784	23 228	444
Banques régionales et caisses d'épargne	3 978	3 529	-449
Banques Raiffeisen	9 295	9 492	197
Banquiers privés	534	554	21
Banques étrangères	13 930	13 379	-551
Autres banques	7 866	8 111	246
Banques boursières	13 564	13 748	184
Total	89 528	89 942	414

Remarque: en 2020, la Neue Aargauer Bank (NAB) a fusionné avec Credit Suisse (Suisse) SA. Dans les statistiques, elle ne fait donc plus partie du groupe des banques régionales et caisses d'épargne, mais de celui des grandes banques.

Tableau: Association suisse des banquiers Source: Banque nationale suisse (BNS)

5.2 Perspectives réjouissantes pour l'emploi

La situation actuelle de l'emploi ainsi que les perspectives d'ici la fin de l'année se présentent sous un jour favorable. Globalement, les effectifs ont augmenté d'environ 1 % au premier semestre 2021, mais avec une dynamique plus forte à l'étranger (+1,8 %) qu'en Suisse (+0,2 %). Un quart des banques interrogées pensent que cette évolution va se poursuivre au second semestre 2021.

Selon l'enquête réalisée par l'ASB, entre la fin 2020 et juin 2021, l'emploi dans les banques en Suisse a enregistré une légère hausse de 0,2 %, soit 146 postes. Quant aux effectifs à l'étranger, ils affichent une nette augmentation sur la même période (+1,8 %, soit +1 655 postes). Au vu des chiffres détaillés des entrées et sorties, il apparaît que près de 4 000 postes ont été créés dans les banques en Suisse sur les six premiers mois de l'année 2021, alors que 3 848 ont été supprimés. La fluctuation (entrées et sorties) est toutefois nettement plus marquée à l'étranger qu'en Suisse.

Graphique 23

Effectifs en Suisse et à l'étranger

En équivalents plein temps	Etat au 30.06.2021	Evolution au premier semestre 2020			
		Variation nette	Variation en %	Entrées	Sorties
Suisse	91 207	146	0,2 %	3 994	3 848
Etranger	94 329	1 655	1,8%	9 744	8 090

Remarque: nombre de réponses: 154; nombre de banques enquêtées: 207

Source: enquête de l'ASB (2021)

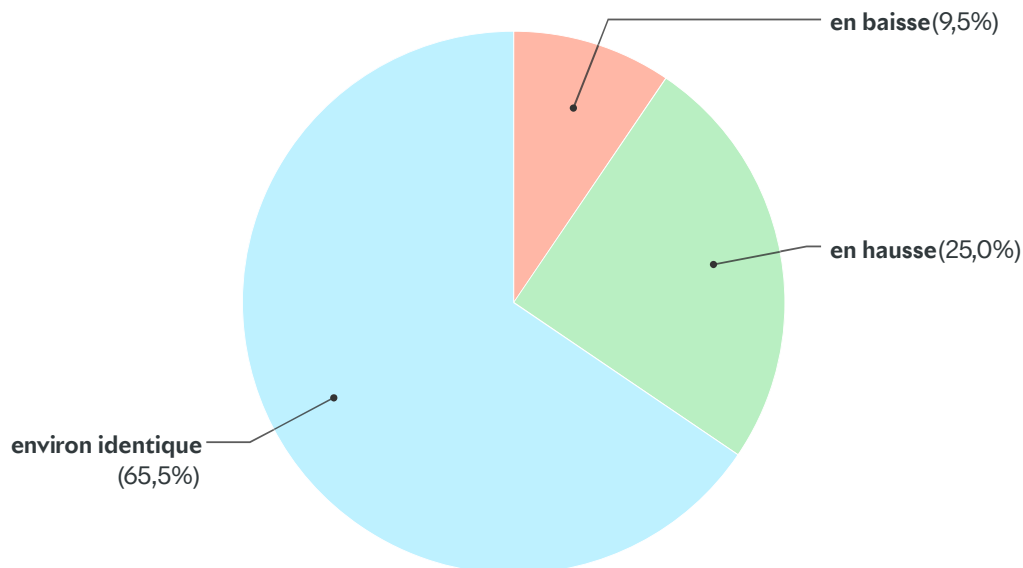
Fort regain d'optimisme quant à l'évolution de l'emploi d'ici la fin de l'année

Interrogées sur l'évolution de l'emploi au deuxième semestre 2021, les banques sont plus optimistes qu'elles ne l'étaient il y a une année. Un quart d'entre elles, soit deux fois plus qu'en 2020, anticipent de nouvelles créations d'emplois, alors qu'à peine 10 % prévoient des suppressions d'emplois. Les banques interrogées sont plus de 90 % à anticiper soit une stabilité, soit une hausse de l'emploi, de sorte que l'on table sur une situation au minimum inchangée au second semestre 2021.

Graphique 24

Evolution de l'emploi attendue pour le second semestre 2021

Parts en% de toutes les réponses



Remarque: nombre de réponses: 148; nombre de banques enquêtées: 207

Source: enquête de l'ASB (2021)

Les banques prévoyant une baisse de leurs propres effectifs sont minoritaires

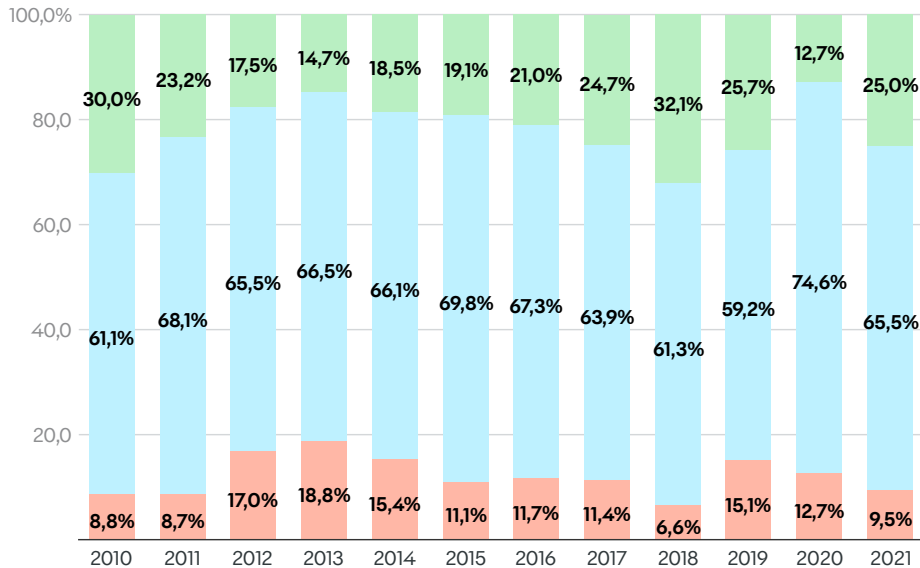
Dans les enquêtes relatives à l'évolution de l'emploi réalisées par l'ASB ces dernières années, s'agissant de leurs propres effectifs, la majorité des banques ont toujours répondu «à peu près identiques». Depuis 2013, sauf en 2019, la part des banques prévoyant une baisse de leurs effectifs n'a cessé de diminuer. Cette tendance s'est poursuivie en 2021, où les banques interrogées ne sont plus que 9,5 % à anticiper pour elles-mêmes des suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année.

Graphique 25

Résultats de l'enquête sur les prévisions d'emploi pour le second semestre 2021

Parts en % de toutes les réponses

en baisse environ identique en hausse



Source: enquête de l'ASB (2021)

Des créations d'emplois attendues dans presque tous les domaines d'activité

S'agissant des prévisions quant à l'évolution de l'emploi selon les domaines d'activité, les banques ont tendance à considérer que les perspectives sont positives dans quasiment tous les domaines d'activité. L'évolution la plus favorable est attendue dans le domaine d'activité Logistique et Opérations (*back office*), où près de 30 % des banques interrogées anticipent des créations d'emplois. L'optimisme est de mise aussi dans le Private Banking, avec un cinquième des banques interrogées qui prévoient une hausse de leurs effectifs. Tous domaines confondus, la part des banques interrogées jugeant les perspectives favorables s'établit à 18 %. L'Asset Management institutionnel et les opérations de négoce sont les seuls domaines où l'on anticipe, à plus de 90 %, une stabilité de l'emploi d'ici la fin de l'année.

Graphique 26

Tendances de l'emploi au second semestre



Remarque: nombre de réponses: 154

Source: enquête de l'ASB (2021)

Hausse du taux de chômage dans le secteur bancaire

En raison de la pandémie de COVID-19, le taux de chômage en fin d'année 2020 était nettement supérieur à celui des années précédentes, tant au niveau national (3,5 %) que dans le secteur financier (3,3 %). Courant 2021, on a heureusement constaté une accalmie sur le front du chômage. Au 30 juin 2021, le taux de chômage dans le secteur financier avait baissé de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 2,8 %, soit au niveau national.

Bibliographie

BAK Basel

«Importance économique du secteur financier suisse. Résultats 2020», novembre 2020

Office fédéral de la statistique (OFS)

«Die Zahl der Betreibungen und Konkurse ist 2020 in allen Grossregionen gesunken»*, communiqué de presse, avril 2021

Conseil fédéral

«Stratégie de transition COVID-19 pour la politique économique», juin 2021

Département fédéral des finances (DFI)

«Crédits transitoires», 2021, texte consulté le 1^{er} juillet 2021 sur <https://covid19.easygov.swiss/fr/>

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

«Monitoring FINMA des risques 2020», décembre 2020

Banque centrale européenne (BCE)

«Décisions de politique monétaire», communiqué de presse, juin 2021

Réserve fédérale américaine (Fed)

«FOMC statement and implementation note»**, juin 2021

Institute for Management Development (IMD)

«World Competitiveness Ranking 2021»**, juin 2021

Institute of International Finance (IIF)

«Global debt monitor. COVID drives debt surge – stabilization ahead?»**, février 2021

Fonds monétaire international (FMI)

«Fiscal Monitor»** (résumé disponible en français), avril 2021

«Perspectives de l'économie mondiale», avril 2021

Oliver Wyman

«Schweizer Banken Report 2020. Resilienz stärken. Momentum nutzen. Neues wagen»*, décembre 2020

• Swiss Banking

Association suisse des banquiers (ASB)

«Guide 'Cloud' – Recommandations pour sécuriser le cloud banking», 2^e édition, juin 2020

«Réglementation financière, transparence et compliance: la Suisse dans le peloton de tête», mars 2021, texte consulté le 1^{er} juillet 2021 sur <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/reglementation-financiere-transparence-et-compliance-la-suisse-dans-le-peloton-de-tete>

«L'accès au marché de l'UE pour les banques suisses. Importance et perspectives. Document de travail ASB», juin 2019

«Taux d'intérêt négatifs: de la mesure d'urgence à la 'nouvelle normalité' – et retour? Une étude de l'ASB sur l'efficacité et les conséquences d'une politique de taux d'intérêt négatifs», octobre 2019

«De nouvelles devises pour la Suisse? Les défis d'un franc numérique et de stablecoins privés pour les banques suisses. Document de réflexion de l'ASB», juin 2021

«Taxe numérique de l'OCDE: encore bien des points d'interrogation», mars 2021, texte consulté le 1^{er} juillet 2021 sur <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/taxe-numerique-de-l-ocde-encore-bien-des-points-d-interrogation>

«Open finance: deux associations sectorielles posent les bases d'une place financière ouverte», mars 2021, texte consulté le 1^{er} juillet 2021 sur <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/open-finance-deux-associations-sectorielles-posent-les-bases-d-une-place-financiere-ouverte>

«L'avenir du banking suisse en perspective», juin 2021 (avec accenture)

«Stellungnahme zur vorgeschlagenen Teilrevision des Postorganisationsgesetzes POG (Aufhebung des Kredit- und Hypothekervergabeverbots von PostFinance)*», septembre 2020

Banque nationale suisse (BNS)

«Portail de données de la Banque nationale suisse»

«Examen du 17 juin 2021 de la situation économique et monétaire. La Banque nationale poursuit sa politique monétaire expansionniste», juin 2021

«Rapport de gestion 2020», mars 2021

«Bulletin trimestriel», numéros de 2/2020 à 2/2021

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

«La situation sur le marché du travail», publication mensuelle, 2020

«Prévisions conjoncturelles», mars et juin 2021

«Tendances conjoncturelles», printemps et été 2021

* Publié uniquement en allemand

** Publié uniquement en anglais

**Association
suisse des banquiers**

Case postale 4182

CH-4002 Bâle

office@sba.ch

www.swissbanking.ch

